



République
Démocratique
du Congo



Programme des
Nations Unis pour
le développement

*Au service
des peuples
et des nations*

**Collecte de données sur les indicateurs de l'exercice 2020,2021,
2022 du CPD 2020-2024 et sur les indicateurs de l'exercice 2022
du plan stratégique 2022-2025 du PNUD**

RAPPORT FINAL

Jean Robert GBEMA, Consultant national, e-mail : jeanrobertgbema@gmail.com,

Tél : +243810164751

Célestin BIRINDWA, Consultant national, e-mail : mjcebibi@gmail.com,

Tél : +243 812 806 668

Décembre 2022

Sommaire

Sommaire	i
SIGLES ET ABREVIATIONS	ii
LISTE DE TABLEAUX	iv
Introduction	1
Chapitre I : Approche méthodologique de la collecte des données.....	2
1.1. Démarche méthodologique	2
1.1.1. Mise à jour des méthodes de calcul, outils et sources pour le CPD 2020-2024 et IRRF 2022 - 2025.....	3
1.1.2. Collecte et analyse des données de résultats pour l'année 2022 du plan stratégique 2022-2025 du PNUD et du CPD 2020-2024	3
1.1.3. Rédaction du rapport provisoire de la mission	5
1.1.4. Présentation et validation du rapport final auprès du PNUD	5
1.2. Calendrier de travail	6
1.3. Difficultés rencontrées	8
1.3.1. Difficultés rencontrées d'ordre général.....	8
1.3.2. Difficultés rencontrées dans la collecte des données	8
Chapitre II : Résultats de la collecte et analyse des données des indicateurs du CPD (2020-2024) ...	9
2.1. Brève présentation du CPD 2020-2024.....	9
2.1.1. Axes stratégiques	9
2.1.2. Cadre d'exécution.....	10
. Présentation des résultats et analyse des données	11
RDC : le taux de chômage parmi les jeunes de 15 à 24 ans a évolué de 2020 jusqu'à nos jours.....	11
Chapitre III : Résultats de la collecte et analyse des données des indicateurs du Plan stratégique (2022-2025)	35
Recommandations	65
ANNEXES	66
2. Liste des structures visitées et des personnes rencontrées,	66
3. Fiches lexique des indicateurs (voir document annexe fiche lexique).....	66
4. Références bibliographiques et sites web consultés.....	66
• Annexe 1. Termes de références de la mission.....	67
Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 en Statistique, démographie, Développement, Economie ou tout autre domaine similaire	71
• Annexe 2. Liste des structures visitées et des personnes rencontrées	74
• Annexe 3 : Fiches lexique des indicateurs	75
• Annexe 4. Références bibliographiques et sites web consultés	75
https://www.undp.org/fr/morocco/publications/rapport-sur-le-developpement-humain-2021-22	76

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACTIF	Appui au Changement et à la Transformation à travers l’Inclusion Financière
ANAPI	Agence Nationale de la Promotion des Investissements
BCC	Banque Centrale du Congo
BCNUDH	Bureau de Coordination des Nations Unies pour les Droits de l’Homme
CAP & JC	Cellule d’Appui aux Poursuites judiciaires & Justice Civile (Projet)
CCEV	Changement Climatique et Economie Verte (composante)
CDMT	Cadres de dépenses à moyen terme
CDSMT	Cadres de dépenses sectoriels à moyen terme
CENI	Commission électorale Nationale Indépendante
CIDD	Croissance Inclusive et Développement Durable
CNC- ALPC	Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et des Petits Calibres
COMIFAC	Commission des Forêts d’Afrique Centrale
COOPEC	Coopérative d’Epargne et de Crédit
CPAP	Country Program Action Plan
CPD	Country Program Document
DH	Droits Humains
EDS	Enquête Démographique de Santé
ETD	Entité territoriale décentralisée
FAO	Food and Agriculture Organization
FARDC	Forces armées de la RDC
FENU	Fonds d’Equipement des Nations Unies
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FONAREDD	Le Fonds National REDD
FPM	Fonds de Promotion de la Microfinance
GTCR	Groupe de Travail Climat REDD+
HHI	Harvard Humanitarian Initiative
IMF	Institution de micro finance
INS	Institut National des Statistiques
IRRF	Integrated Result and Resource Framework
JAD	Justice Autonomisation et Dignité des femmes et des filles (Projet)
LOFIP	Loi sur les Finances Publiques
MED	Moyens d’existence durables
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour le Congo
NTIC	Nouvelle Technologie de l’Information et de la Communication
OCDD	Observatoire Congolais du Développement Durable
ODD	Objectif du Développement Durable
OFAC	Observatoire des Forets d’Afrique Centrale
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PACEC	Projet d’Appui à la Commission Electorale du Congo
PADGL	Projet d’Appui à la Décentralisation et Gouvernance Locale

PAIDS	Projet d'Appui aux Institutions Démocratiques et organisation de la Société Civile
PANA-AFE	Programme National d'adaptation Femme et Enfants
PAP	Programme d'Actions Prioritaires
PASMIF	Programme d'appui au secteur de la micro finance
PDD	Programme de Développement Durable
PGAI	Plate-forme de Gestion de l'Aide et des Investissements
PIB	Produit Intérieur Brut
PIREDD	Programme Intégré REDD
PLASED	Planification, suivi et évaluation du développement
PNMLS	Programme National de Lutte contre les Maladies Sexuellement Transmissibles
PNRJ	Politique Nationale de Réforme de la Justice
PNSD	Plan National Stratégique de Développement
PNSD	Plan National Stratégique de Développement
PNUAD	Programme Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PRODOC	Project Document
PTA	Plan du Travail Annuel
QUIBB	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Bien être Base
RAPAC	Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale
RDC	République Démocratique du Congo
REDD	Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation (ou Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts)
SCRP	Stratégie de croissance et réduction de la pauvreté
SIE-RDC	Système d'Information Energétique en RDC
SNU	Système des Nations Unies
UCOP +	Union Congolaise des Personnes vivant avec le VIH
UNEP	United Nations Environment Programm
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UN-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UPAQ	Unité Plaidoyer, Assurance et Qualité
VBG	Violence Basée sur le Genre
VIH / SIDA	Virus de l'Immuno Déficience Humaine / Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise
VNU	Volontaire des Nations Unies

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Calendrier de travail	page 6
Tableau 2 : Indicateur d'effet 2020 à 2022 du CPD	page 11
Tableau 3 : Indicateur des produits de 2020 à 2022 du CPD	page 17
Tableau 4 : Résultats des données de données des indicateurs de suivi de performance du plan stratégique pour l'année 2022	page 36

Introduction

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en République Démocratique du Congo (RDC) se trouve en 2022 au milieu de son cycle programmatique 2020-2024. Le CPD du bureau pays du PNUD/RDC 2020-2024 adopté en 2019 est aligné sur le Plan-Cadre de Coopération de Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2020-2024), sur le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) de la RDC et sur les Plans Stratégiques 2018- 2021 et 2022-2025 du PNUD. Au niveau global, le PNUD a adopté son Plan Stratégique 2022-2025. Ce document de programme pays présente de manière cohérente et dans la durée les appuis du PNUD à la RDC dans la mise en œuvre des priorités définies dans son Plan National Stratégique de Développement (PNSD) ; lesquelles priorités sont inscrites dans le cadre de coopération des nations unies pour le développement durable (UNSDCF 2020-2024) qui constitue la réponse collective de l'équipe pays des nations unies aux priorités du pays pour les cinq années en cours.

Le programme pays du PNUD en RDC pour la période 2020-2024 s'attèle principalement à (i) la Promotion de la gouvernance politique et économique pour le développement durable ; (ii) la Transformation économique et gestion durable des ressources naturelles ; (iii) et à l'Appui à la stabilisation et renforcement de la résilience des populations. En termes de ciblage, l'accent est mis sur les interventions orientées vers les populations vulnérables, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

Le CPD 2020-2024 contient 3 Effets, 12 produits, et 41 indicateurs dont 08 du niveau effet et 33 du niveau produit. Chaque indicateur dispose sa valeur de référence et des cibles pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 et 2024. Par ailleurs, le PNUD au niveau global a adopté son Plan Stratégique 2022-2025 lequel est accompagné, pour besoin de suivi évaluation, d'un cadre intégré des résultats et des ressources (IRRF) qui comporte des outcomes (effets), des outputs (produits) et dont un travail d'alignement a identifié un total de 74 indicateurs auxquels les projets en cours et futurs dont le PNUD RDC devra contribuer. L'ensemble de ces indicateurs nécessitent une collecte de données annuelle dans le but de déterminer annuellement, les progrès accomplis vers l'atteinte des résultats escomptés.

A travers son système de suivi et évaluation, le PNUD RDC dispose d'une base de données dynamique sur les résultats qui lui permet de gérer les évidences et informations relatives aux progrès réalisés dans la mise en œuvre de ses interventions en liaison avec les différents cadres de résultats auxquels est lié son programme propre et celui du plan stratégique global du PNUD. Cette base de données est constituée aussi bien des données de routine que celles collectées à travers les évaluations, études ou opérations de collectes de données ponctuelles de manière à permettre d'apprécier les avancées en matière de développement en RDC.

L'exercice objet de la présente consultation s'inscrit dans cette démarche et permettra la collecte des valeurs courantes pour les années 2020, 2021, 2022, ceux des résultats (effets et outputs) du CPD 2020-2024 et de l'année 2022 du Plan stratégique 2022-2025 du PNUD (IRRF).

Les objectifs et résultats attendus découlent de ceux énoncés par les termes de référence.

L'objectif principal de la mission consiste essentiellement à collecter, analyser et à mettre à jour les données de mesure pour l'année 2022 des indicateurs du Plan stratégique 2022-2024 retenus par le bureau pays et des indicateurs d'effets et produits pour les années 2020, 2021 et 2022 du CPD 2020-2024.

De façon spécifique, la mission vise les objectifs suivants :

- Collecter les données sur les indicateurs du Programme Pays du PNUD RDC (niveaux effet et produit) pour les années 2020, 2021, 2022 ;
- Collecter les indicateurs du Plan Stratégique du PNUD auxquels le Bureau Pays contribue au titre de l'exercice 2022 ;
- Préciser les sources de données pour chaque indicateur ;
- Assurer la désagrégée de données par âge, genre, catégories spécifiques pour l'ensemble des indicateurs du CPD et du Plan stratégique dont les données seront collectées.

Le présent rapport est structuré en cinq (4) chapitres :

- Le premier chapitre présente la méthodologie utilisée pour collecter les données relatives aux indicateurs du CPD 2020-2024 et de l'IRRF 2022-2025 ;
- Le second chapitre rend compte des indicateurs des années 2020, 2021, 2022 du CPD 2020-2024 et analyse les résultats de la collecte desdites données ;
- Le troisième chapitre présente les données pour l'exercice 2022 des indicateurs de l'IRRF 2022-2025 et met en lumière les analyses desdites données ;
- Enfin, le quatrième chapitre fait la synthèse des principaux constats enregistrés au cours de la mission de collecte des données relatives aux indicateurs du programme du CPD 2020-2024 et du plan stratégique du PNUD RDC (IRRF) 2022-2025 et propose des recommandations subséquentes pour le suivi-évaluation dans le processus de mise en œuvre de divers projets/programmes du PNUD en rapport avec son CPD et son IRRF.

Chapitre I : Approche méthodologique de la collecte des données

Ce chapitre rend compte de la démarche utilisée pour l'exécution de la présente mission et donne un bref aperçu des principales difficultés rencontrées dans la collecte des données relatives aux indicateurs du CPD 2020-2024 et du plan stratégique 2022-2025.

1.1. Démarche méthodologique

A l'instar de l'édition 2019 de la collecte des données, la mobilisation des données dans le cadre du présent exercice s'est fondé sur une collecte des données secondaires. Il s'est révélé important à cet effet de procéder à une bonne identification des sources pertinentes de données. L'appréciation du contexte d'intervention du PNUD en RDC a permis de distinguer trois catégories d'acteurs dans la chaîne de mobilisation des données. Il s'agit des coordonnateurs ou points focaux au niveau des projets du PNUD, les administrations publiques (Cellule des comptes nationaux, Ministère du Genre, Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Environnement, INS, CENI...) et les bases de données internationales (prévisions économiques du FMI, site web de la Banque Mondiale...). En complément aux informations à rechercher sur les sites web de la Banque Centrale du Congo, de la Banque Mondiale

(Worldbank development indicators), nous nous sommes appuyés sur les rapports d'évaluation des projets du PNUD disponibles.

Deux séances de travail (l'une de prise de contact et d'échanges autour des TDR avec l'analyste spécialiste de suivi-évaluation du PNUD et le point focal en charge du suivi de la présente mission et l'autre ayant réuni les deux consultants nationaux et les points focaux des trois piliers) ont permis d'échanger sur les tâches objet de la mission et sur le contenu actuel des bases de données online. Cette séance a permis de clarifier la mission et de faciliter l'élaboration du rapport initial.

La méthodologie implémentée est spécifique pour chaque tâche à exécuter

1.1.1. Mise à jour des méthodes de calcul, outils et sources pour le CPD 2020-2024 et IRRF 2022 - 2025

Théoriquement, pour des raisons de comparabilité par rapport à l'année 2019, les méthodes de calculs, outils et sources ont été reconduits après leur réexamen. Sauf indications contraires, les méthodes de calcul et les outils ont été pour la plupart été inchangés. Dans quelques cas minoritaires, les sources ont été mises à jour sachant que certains projets qui assurent le suivi de certains indicateurs sont à terme et remplacés par d'autres initiatives. Dans ces cas, on a précisé dans la colonne « commentaires » les changements observés dans le suivi desdits indicateurs de même que les éléments pour juger de la validité de ces changements au regard de la comparabilité des données dans le temps et dans l'espace.

1.1.2. Collecte et analyse des données de résultats pour l'année 2022 du plan stratégique 2022-2025 du PNUD et du CPD 2020-2024

Comme l'indique le titre de la rubrique, la collecte des données a concerné deux dispositifs (les 74 indicateurs IRRF du plan stratégique 2022-2025 du PNUD et 41 indicateurs du CPD 2020-2024 (effets et produits). Il s'est agi de collecter la valeur de ces indicateurs pour les années 2020, 2021, 2022 pour le CPD et 2022 pour le plan stratégique. Cela passe par les étapes ci-après : i) élaboration des matrices de données pour la collecte de données et prise de contact avec les responsables de pilier et points focaux ii) la mobilisation de la documentation et identification des bases données iii) la collecte des données auprès des sources identifiées iv) Remplissage des matrices, intégration des commentaires divers et exploitation des données en vue de la production du rapport provisoire iv) séance de validation des matrices avec chaque pilier v) production du rapport d'analyse des données collectées.

1.1.2.1. Elaboration des matrices de données pour la collecte de données

La matrice de données est le cadre destiné à servir de maquette de collecte et de saisie de l'information mobilisée. Elle reprend les données collectées pour les années antérieures (valeurs de référence, cibles intermédiaires et valeurs pour chaque année). Deux matrices sont élaborées à cet effet (l'une pour le plan stratégique du PNUD et l'autre pour le CPD). Les sources et les commentaires sont prévus pour être insérés dans ces matrices (voir matrices en annexe).

1.1.2.2. Mobilisation de la documentation et collecte des données, identification des bases données

Cette étape a consisté à rassembler toute la documentation sur les sources de données des indicateurs du Plan stratégique et du CPD (rapport d'enquête, études sectorielles, profil de pauvreté,

l'annuaire statistique de l'INS, les rapports d'évaluation des projets). Les différents documents obtenus ont été exploités aux fins de ressortir les valeurs des indicateurs recherchés et leurs différentes caractéristiques.

Dans le même ordre d'idées, il est question ici d'inventorier les bases de données et site web intéressantes pour la mobilisation des données. Tenant compte de l'exercice 2019, nous avons pré-identifié le site web de la Banque Centrale du Congo, le site web de la Fondation Mo Ibrahim, la base de données World Bank Development Indicators (WDI), le site web de la MONUSCO et des autres agences des Nations-Unies.

À l'issue des différentes rencontres et entretiens préparatoires dans le cadre de notre mission, les besoins en documentations ont été plus précis et ont permis de mettre l'accent sur certains aspects de la mission.

1.1.2.3. Collecte des données auprès des sources identifiées

Cette activité vient en complément de l'analyse documentaire prévue. Comme décrit ci-haut, la collecte des données et informations s'est effectuée auprès des projets, des institutions et services concernés par notre mission dont la liste a été préparée et harmonisée avec le PNUD. Cette étape a donc été réalisée conformément aux orientations définies dans la phase préparatoire décrite ci-haut.

La collecte des données a été faite à partir de trois sources de données :

- Exploitation de la documentation mobilisée ;
- Collecte auprès des administrations bénéficiaires ;
- Consultation des sites web et des bases de données internationales.

L'exploitation de la documentation a permis de mobiliser la production statistique à partir du dispositif de suivi-évaluation bâti autour des indicateurs retenus. Les différents rapports ont été exploités. Les valeurs des indicateurs ont été relevées. Il a été procédé de façon systématique à la vérification interne et externe de la valeur desdits indicateurs. Au niveau interne, la cohérence a été faite avec les valeurs antérieures desdits indicateurs. Toute évolution observée a été documentée de façon pertinente et évidente. Au niveau externe, la vérification avec d'autres sources de données (base de données des administrations bénéficiaires ou bases de données des organisations internationales partenaires).

Au-delà de l'exploitation des documents, il est utile de procéder à la collecte directe auprès des administrations bénéficiaires. Cette étape est importante parce qu'elle permet de mobiliser certaines informations qui ne sont pas disponibles dans les rapports et surtout d'insister sur les désagréments des indicateurs au niveau des catégories pertinentes. Cette démarche a permis également une confrontation des données et informations collectées au niveau du bureau à celles collectées au niveau des bénéficiaires. Au-delà de ces aspects, la collecte auprès des administrations a permis d'avoir les éléments d'explication pour étayer les évolutions observées. Les rencontres avec les administrations bénéficiaires ont été essentiellement qualitatives en vue d'apprécier leur niveau de satisfaction et leur perception sur les indicateurs appréciant les performances dans leur secteur respectif. Ces entretiens se sont déroulés sur la base d'une grille d'analyse documentaire et de guide d'entretiens.

Au-delà de l'exploitation des documents et de la collecte auprès des structures, il est fait recours aux bases de données internationales surtout en ce qui concerne les prévisions de taux de croissance, les indices de capacités statistiques, les données sur l'environnement et autres...

1.1.2.4. Séance de validation des matrices avec chaque pilier lors de la revue annuelle du PNUD

Avant de passer à l'analyse des données mobilisées, une séance de validation avec les piliers a été faite lors de la revue annuelle du programme-pays du PNUD pour s'assurer que toutes les parties sont en accord avec le contenu des matrices. Cette séance a eu l'avantage d'éviter les contestations lors de la production du rapport final de la mission par les consultants.

1.1.2.5. Production du rapport provisoire d'analyse des données collectées

A l'issue de la phase de collecte des données, un travail d'analyse a conduit à partir des matrices remplies avec l'intégration des commentaires divers en vue de la production du rapport provisoire. L'analyse a insisté sur la comparaison des valeurs courantes des indicateurs avec les cibles retenues. Cette analyse a été complétée par une comparaison dans le temps et l'espace et suivant les catégories objet de désagrégation. Comme, il s'agit d'une fin de cycle, l'analyse a eu à indiquer au regard de l'appréciation sur la période d'exécution du programme dans quelle mesure la cible globale a été atteinte.

La démarche a été participative et inclusive en impliquant les acteurs internes au PNUD (Unité Plaidoyer et Assurance qualité et les piliers « Consolidation de la paix et renforcement de la démocratie », « Croissance inclusive et développement durable » « stabilisation et résilience » et les acteurs externes au PNUD (Ministère de l'Énergie, Ministère de la Justice, Institut National de la Statistique, Ministère de l'Environnement)

1.1.3. Rédaction du rapport provisoire de la mission

Le rapport provisoire de la mission a intégré l'ensemble des travaux effectués au cours de la présente mission. Ce rapport a retracé les travaux méthodologiques relatifs à la collecte des données du CPD pour les années 2020, 2021, 2022 et pour l'année 2022 du plan stratégique, il a présenté donc les principales conclusions et recommandations au PNUD et a fait l'objet d'échanges avec l'UPAQ et autres experts du PNUD et des différentes institutions, conformément aux TDR.

1.1.4. Présentation et validation du rapport final auprès du PNUD

Cette étape a permis des échanges productifs sur les principaux résultats obtenus lors de la mission. Ce qui a facilité également une validation consensuelle du rapport provisoire avant l'intégration des différents amendements et suggestions qui ont été fait par le PNUD avant le dépôt du rapport définitif intervenu intervenir après la restitution de l'étude.

Tâches à effectuer	Jours de travail																																			
	J1	J2	J3	J4	J5	J6	J7	J8	J9	J10	J11	J12	J13	J14	J15	J16	J17	J18	J19	J20	J21	J22	J23	J24	J25	J26	J27	J28	J29	J30	J31	J32				
Validation et collecte des données de référence et cibles pour les indicateurs du CPD 2020-2024																																				
Rédaction du rapport provisoire de la mission																																				
Validation du rapport intérimaire auprès de l'UPAQ et des autres experts du PNUD																																				
Rédaction et restitution du rapport final de mission																																				
Soumission du rapport final																																				

3.

1.3. Difficultés rencontrées

Il est à noter que la mission a bénéficié dans l'ensemble d'un accueil chaleureux et d'une mobilisation exceptionnelle portée par les teams leaders et répercuté sur l'ensemble de leurs équipes. La mission a de ce point de vue enregistré une mobilisation relativement satisfaisante de l'ensemble des acteurs qui ont manifesté un intérêt à la mission. La mobilisation des données s'est avérée très pénible avec les déplacements des chargés de projet et leur faible réactivité aux multiples relances adressées. Dans ce sillage, quelques difficultés méritent d'être partagées dans le cadre de cet exercice.

1.3.1. Difficultés rencontrées d'ordre général

De façon général, on peut noter les points ci-après :

- En dépit de l'existence des points focaux au niveau des piliers, il n'existe pas un dispositif de mise en commun des informations au niveau des piliers de façon à ce que la mission est obligée de recourir aux chargés de projets qui dans bien des cas éprouvent de réelles difficultés à se soumettre à l'exercice de collecte des données ;
- Le timing alloué à la mission a été relativement court au regard de l'ampleur de la mission.

1.3.2. Difficultés rencontrées dans la collecte des données

- Les difficultés à mobiliser certains acteurs clés au niveau du PNUD et ceux de certaines institutions publiques (BCC, OCDD, FPM et autres)
- Le temps consacré à la mission (soit 32 jours) n'a pas permis une descente sur terrain au niveau des provinces cibles. Par conséquent, la triangulation des données et informations collectées réalisée n'a pas pris en compte les avis des acteurs des projets et programmes sur terrain ainsi que ceux de bénéficiaires de ces projets ;
- *Certains* indicateurs au niveau des produits (CPD) se sont révélés sans objet compte tenu du fait que les projets dont les résultats devraient alimenter ses produits ne sont plus actifs en 202 ;
- Le **COVID19** a fortement impacté les activités du PNUD en 2020 avec des conséquences sur l'atteintes de résultats de certains projets.

Chapitre II : Résultats de la collecte et analyse des données des indicateurs du CPD (2020-2024)

Le présent chapitre vise à rendre compte des performances enregistrées au cours des années 2020, 2021 et 2022 dans le cadre de la mise en œuvre du Country Program Document (CPD 2020-2024) du PNUD qui se trouve à mi-chemin de son cycle programmatique à travers les effets et produits planifiés.

Il est structuré en deux sections :

- La première section de ce chapitre présente le programme à travers ses axes stratégiques et le cadre d'exécution. Les résultats de la collecte et l'analyse des données sur les indicateurs du CPD 2020-2024 ;
- La deuxième section rend compte de l'analyse des données qui ont été mobilisées en vue d'apprécier les performances enregistrées par rapport aux cibles fixées pour les années 2020, 2021 et 2022.

2.1. Brève présentation du CPD 2020-2024

2.1.1. Axes stratégiques

En appui aux efforts et initiatives du Gouvernement Congolais, le PNUD a adopté en 2019 un nouveau Country Program Document (CPD) en République Démocratique du Congo pour la période 2020-2024 (CPD 2020-2024) basé sur les priorités nationales, aligné sur le Plan-Cadre de Coopération de Nations Unies pour le Développement Durable (UNDSCEF 2020-2024). Il s'inscrit dans le cadre de coopération des nations unies pour le développement durable (UNSDCEF 2020-2024) qui constitue la réponse collective de l'équipe pays des nations unies aux priorités du pays pour les cinq années en cours.

Le programme pays du PNUD en RDC pour la période 2020-2024 s'attèle principalement sur des axes stratégiques (i) la Promotion de la gouvernance politique et économique pour le développement durable ; (ii) la Transformation économique et gestion durable des ressources naturelles ; (iii) et à l'Appui à la stabilisation et renforcement de la résilience des populations. En termes de ciblage, l'accent est mis sur les interventions orientées vers les populations vulnérables, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Le CPD 2020-2024 contient 3 Effets, 12 produits, et 41 indicateurs dont 08 du niveau effet et 33 du niveau produit. Chaque indicateur dispose sa valeur de référence et des cibles pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 et 2024. Par ailleurs.

Il est articulé autour de trois piliers d'intervention ou composantes : la "Consolidation de la paix et renforcement de la démocratie", la "Croissance Inclusive et Développement Durable" et la stabilisation et résilience. La première composante recouvre les interventions dans le domaine de la consolidation de la paix et renforcement de la démocratie, et la seconde composante, les interventions tant dans le domaine de la croissance inclusive et développement durable que dans le domaine des changements climatiques et la gestion des ressources naturelles) et la troisième composante recouvre les interventions dans le domaine de la stabilisation et la résilience de la population.

2.1.2. Cadre d'exécution

Le CPAP 2013-2019 est exécuté en étroite collaboration à la fois avec le Gouvernement central et ses démembrements, les gouvernements des provinces cibles, les autres agences du Système des Nations Unies (FAO, UNICEF, UN-HABITAT, MOSUSCO, etc.) et les partenaires hors SNU (ONG nationales, ONG d'inspiration internationale, organisations de la société civile, etc.). La planification et les revues du PNUD se font aussi conjointement avec le Gouvernement, les autres agences du SNU et les partenaires hors

Présentation des résultats et analyse des données

Présentation des résultats et analyse des données au niveau effet

Tableau : Indicateurs d'effet de 2020 à 2022

Effet CPD	Indicateurs d'effet	Baseline (2019)	Cibles attendues en 2025	Valeur atteinte 2020	Valeur atteinte 2021	Valeur atteinte 2022	Niveau de progressions	Sources des résultats	Commentaires
1.3.2.	Rang de classement de la RDC selon l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique	Niveau de référence : 32,1 ;	Niveau cible : 44,6	31,70	ND	ND	31,70	- Rapport de la Fondation Mo Ibrahim - https://zoomeconet-ecopoinnet/ala-une/afrique-gouvernance-la-rdc-occupe-la-41eme-place-dans-le-classement-d-l'indice-mo-ibrahim	La fondation Mo Ibrahim publie tous deux ans un rapport axé sur la bonne gouvernance. Cette donnée découle du dernier rapport de 2020. Le rapport de 2022 n'est pas encore produit.
1.3.4.	Taux de participation aux élections (national, provincial et local)	Niveau de Référence : 47,56 %	Niveau cible : 60 %	ND	ND	ND		- Rapport de la Commission électorale nationale indépendante - Fréquence de la collecte : annuelle	Depuis 2020, il n'y a pas eu enrôlement des électeurs. Le processus d'enrôlement des nouveaux électeurs vient d'être lancé ce 15 décembre 2022. C'est en 2023 que cet indicateur sera mis à jour
2.1.4.	Taux d'emploi des jeunes hommes	Niveau de référence : 71 %	Niveau cible : 76 %	43,5%	ND	ND		Rapport Emploi Jeunes, BIT/PNUD 2020	RDC : le taux de chômage parmi les jeunes de 15 à 24 ans a évolué de 2020 jusqu'à nos jours.
	Taux d'emploi des jeunes femmes	Niveau de référence : 71 %	Niveau cible : 76 %	47,7%	ND	ND		Rapport Emploi Jeunes, BIT/PNUD 2020	
2.2.3	Taux de pauvreté multidimensionnelle.	Niveau de référence : 74 % ;	Niveau cible : moins de 50 %	64,5 %	ND	ND		- Rapport sur le développement humain - PNUD 2020	
2.2.3	Taux de reboisement	Niveau de référence : 15 %	Niveau cible : 50 %	0	0	4,68		- Rapport Synthèse de performance du Ministère de l'environnement et de développement durable 2022	Dans le cadre du programme de 1 milliard d'arbres, le gouvernement pour l'année 2022 avait prévu de reboiser 8000000 hectares d'arbres. Il a effectivement reboisé 374718,8 soit 4.68 %.
3.1.1	Nombre de conflits locaux ayant abouti à des solutions durables ;	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 3	ND	ND	04		Rapport du Secrétaire général de la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo) Novembre 2022.	Plusieurs conflits locaux ayant abouti à des solutions moins durables, la plupart d'eux ont refait surface
3.1.1	Nombre de localités pacifiées et réconciliées dans l'est du pays ;	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 2	ND	ND	9		Rapport du Secrétaire général de la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République	

								démocratique du Congo) Novembre 2022.	
3.1.1	Rang de classement de la RDC dans l'Indice Ibrahim appliqué à la violence fondée sur le genre ;	Niveau de référence : 50	Niveau cible : 65	ND	ND	ND		Rapport de la Fondation Mo Ibrahim	La fondation Mo Ibrahim publie tous deux ans un rapport axé sur la bonne gouvernance. Cet indicateur ne fait pas partie des indicateurs suivis dans le dernier rapport produit en 2020 Le rapport 2022 n'est pas encore produit.

Analyse de la progression des indicateurs d'effet à la lumière du tableau ci-dessus :

IE 1. 3.2 : Rang de la RDC selon l'Indice gouvernance de MO Ibrahim en Afrique (Indice. (Baseline : 32,1 Target : 44,6)

Cet indice consiste à mesurer la qualité de la bonne gouvernance selon 4 catégories : sécurité et état de droit ; participation et droits de l'homme ; développement économique durable ; développement humain.

L'IIAG (l'Indice Ibrahim de bonne Gouvernance) fournit une évaluation annuelle de l'état de la gouvernance dans chacun des pays du continent. Bien que dans le cas d'espèce, la RDC qui avait affiché l'indice 31,70 pour l'année 2020, la fondation Mo Ibrahim publie tous deux ans un rapport axé sur la bonne gouvernance. Cette donnée découle du dernier rapport de 2020. Le rapport de 2022 n'est pas encore disponible.

IE 1. 3.4 : Taux de participation aux élections (national, provincial et local) (Baseline : 47,56 % ; Target : 60 %)

Taux de participation aux élections (Nationale, Provinciale et Locale). Il s'agit du nombre de personnes ayant voté (quel que soit le choix opéré : voté utile ou bulletin nul) rapporté au nombre de personnes inscrites. Cet indicateur produit au niveau national, provincial et local. Il peut être désagrégé par sexe

Depuis 2020, il n'y a pas eu enrôlement des électeurs. Le processus d'enrôlement des nouveaux électeurs vient d'être lancé ce 15 décembre 2022. C'est en 2023 que cet indicateur sera mis à jour

IE 2.1.4 : Taux d'emploi des jeunes (hommes & femmes) de 15-34 ans (Baseline : 71 % ; Target ou Cible : 76 %)

Le taux d'emploi est obtenu en faisant la différence entre 100 et le taux de chômage doublement élargi. Nous précisons à travers les développements qui suivent le contenu du chômage doublement élargi.

Le chômage au sens du BIT implique trois choses. Ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence (et ne pas avoir d'emploi auquel retourner) ; être disponible pour travailler dans les 15 jours ; et être à la recherche active d'un emploi. Si cette définition précise permet la comparabilité temporelle et spatiale du chômage, elle ne permet pas de tenir compte des spécificités locales et sociologiques du marché de l'emploi dans un contexte africain. L'application du concept du BIT dans les situations des pays africains donne souvent des résultats étonnants qui ne rendent pas forcément compte de la situation exacte du chômage dans ces pays. De ce fait, elles conduisent à une appréciation peu vraisemblable de la mesure du chômage qui ne permet pas d'avoir des politiques idoines pour lutter contre le chômage. En effet, il serait plus que risqué de mettre à la disposition du public non avisé un taux de chômage calculé selon l'approche BIT qui indique que la plupart des pays africains sont en plein emploi, ce qui contraste avec la réalité du marché de travail. La notion de chômage élargi permet donc d'identifier les personnes désireuses de commencer un travail mais qui ne font pas de démarches pour en obtenir, jugeant leurs perspectives sur le marché du travail insuffisamment bonnes. Mais on peut aussi examiner de plus près les contours du chômage en ôtant le critère de disponibilité immédiate. Face à une absence

d'opportunités sur le marché du travail, les gens peuvent en effet choisir de s'engager dans d'autres activités empêchant leur disponibilité immédiate. Ainsi, il s'agit de personnes qui sont indisponibles pour le marché du travail, et qui n'ont pas cherché d'emploi pour des raisons impliquant du découragement. On pourrait parler d'un chômage doublement élargi, dans la mesure où il s'agit de personnes ayant déclaré qu'ils ne travaillent pas pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Notons bien qu'évaluant ensemble dans un même milieu, le taux d'emploi des jeunes hommes, est de 43,5 % par contre le taux d'emploi des jeunes femmes, est de 47,7%

IE 2.1.2 : Taux de pauvreté multidimensionnelle (*Baseline : 74% Cible : inf à 50 %*)

Selon le Rapport sur le Développement Humain - PNUD 2021 / 2022, le taux de pauvreté multidimensionnelle est de 74%. Cet indicateur, bien que publié dans le rapport PNUD 2021 / 2022, fait référence à l'année 2017 - 2018. Rappelons que la valeur de référence pour l'année 2017 - 2018 est de 74% dans l'appendice dudit rapport. La cible telle que proposée se fonde sur une prudence en indiquant « inférieure à 50% ». Toutefois, en faisant à l'objectif de l'agenda 2030 du développement qui postule la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2030 (soit une baisse de 2 points par an, la cible étant fixée en 2015) on pourrait avancer une cible de 64%.

En pratique, le taux de pauvreté multidimensionnelle est dérivé de l'indice de pauvreté multidimensionnelle, nouvel indicateur statistique composite élaboré en 2010 par un laboratoire de l'Université d'Oxford et utilisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), vise à rendre compte du phénomène de la pauvreté dans trois de ses dimensions. La privation en matière d'éducation, de santé et de niveau de vie est appréhendée à l'aide d'une dizaine d'indicateurs : nombre d'années de scolarité et taux de scolarisation, malnutrition et mortalité infantile, caractéristiques du logement et des sanitaires, accès à l'eau potable et à l'électricité, nature du combustible de cuisson, possession de matériel de transport et de communication.

Si la flexibilité dans la modification de l'indicateur peut être tancée, on pourrait prendre le risque de suggérer la prise en compte de l'indice de pauvreté multidimensionnelle qui est l'indicateur phare du PNUD (« la marque déposée ») ce qui éviterait des confusions éventuelles avec le taux de pauvreté monétaire calculé dans les rapports nationaux. Cette proposition de changement n'est pas avancée pour critiquer la non-pertinence du taux de pauvreté multidimensionnelle. Cette proposition n'est pas en soi une suggestion majeure.

IE 2.2.3 : Taux de reboisement (reforestation) (*Baseline : 15 % Cible : 50 %*)

La reforestation est la plantation d'arbres par l'homme dans le but de repeupler une surface déboisée par lui. Elle consiste au rétablissement d'une forêt par plantation et/ou ensemencement délibéré sur des terres classifiées ou déjà considérées comme forêt.

Ce taux est estimé à partir d'une évaluation des ressources forestières menée en général tous les deux ans.

Dans le cadre du programme de 1 milliard d'arbres, le gouvernement pour l'année 2022 avait prévu de reboiser 8 000 000 hectares d'arbres. Il a effectivement reboisé 374 718,8 soit 4.68 %.

De réelles difficultés se posent quant aux capacités et au financement pour la mesure de cet indicateur. Il faut d'abord développer des capacités conséquentes au niveau des structures nationales et prendre les dispositions pour programmer les évaluations forestières idéalement tous les ans et dans le mieux des cas tous les deux ans.

IE 3.1.1 : Nombre de conflits locaux ayant abouti à des solutions durables (Baseline : 15 % Cible : 50 %)

Les conflits sont des différends qui ont fait objet de déclarations au niveau élus locaux et des dispositifs d'assistance des communautés pour aider à pacifier le climat social

Il s'agit d'un chiffre absolu qui ne nécessite pas de calculs. Il faut juste réaliser un inventaire des conflits et récapituler ceux ayant enregistré une solution durable. Il y a lieu d'envisager une fiche de collecte pour le suivi et le traitement des conflits identifiés dans les localités.

Nous disons ici que plusieurs conflits locaux avaient abouti à des solutions mais, moins durables et la plupart d'eux ont refait surface. Seul 4 conflits ont abouti à des solutions durables en 2022

De réelles difficultés se posent pour la mesure de cet indicateur. Il faut d'abord faire l'inventaire des tous les conflits existants qui sont résolus localement et récapituler ceux ayant enregistré une solution durable or, les conflits naissent, disparaissent et réapparaissent à tout moment. D'autres changent même des formes dans le mieux des cas tout au long de leur existence.

Cet indicateur n'est pas mobilisable à partir des sources de données existantes. Il est utile d'envisager une fiche de collecte pour le suivi du traitement des conflits identifiés dans les localités en liaison avec les provinces ou démembrements

IE 3.1.1 : Nombre de localités pacifiées et réconciliées dans l'est du pays (Baseline : 0 Cible : 2)

Les conflits sont des différends qui ont fait objet de déclarations au niveau élus locaux et des dispositifs d'assistance des communautés pour aider à pacifier le climat social

Cet indicateur est estimé à partir de la base de données du sondage issue de la source indiquée. A partir de la question sur la Paix dans l'est du Congo, on relève le pourcentage de ceux qui indiquent que la situation a empiré ajouter au pourcentage de ceux qui estiment que la situation n'a pas varié. La règle de décision est que si la somme de ces deux pourcentages est supérieure à 50%, la localité n'est pas pacifiée.

Cet indicateur est estimé à partir de la base de données du sondage issu de la source indiquée. A partir de la question P18EL_110 Paix dans l'est du Congo, on a le pourcentage de ceux qui indiquent que la situation a empiré ajouter au pourcentage de ceux qui estiment que la situation n'a pas varié. La règle de décision est que si la somme de ces deux pourcentages est supérieure à 50%, la localité n'est pas pacifiée. Avec ce critère, la valeur de référence est plausible. Sur 7 à 8 localités, la cible de 2 localités à pacifier dans l'Est est raisonnable. La cible est raisonnable. Il est

à noter que les neuf (9) localités qui sont pacifiées et réconciliées dans l'est du pays en 2022 (objet du sondage) sont les suivantes : Nyunzu, Moba, Kabimba, Baraka, Lemera, Bunyakiri, Nyabibwe, Beni et Nyankunde

De réelles difficultés se posent aussi pour la mesure de cet indicateur. Il faut d'abord faire l'inventaire des tous les conflits naissent, disparaissent et réapparaissent à tout moment. Ils déterminent ainsi les localités pacifiées et réconciliées et ces dernières changent ainsi les formes

IE 3.1.1 : Rang de classement de la RDC dans l'Indice Ibrahim appliqué à la violence fondée sur le genre (*Baseline : 50 ; Cible : 65 %*)

Cet indicateur mesure l'existence des lois sur les violences sexuelles basées sur le Genre (violences domestiques, violences sexuelles et harcèlement sexuel).

Il se repose sur trois composantes des lois sur : (a) le viol ; (b) la violence domestique ; et (c) le harcèlement sexuel.

La fondation Mo Ibrahim publie tous les deux ans un rapport axé sur la bonne gouvernance. Cet indicateur ne fait pas partie des indicateurs suivis dans le dernier rapport produit en 2020

Le rapport 2022 n'est pas encore produit.

Il est intéressant pour tenir compte du vécu en matière de violences basées sur le genre d'adjoindre un autre indicateur pertinent pour la mesure du phénomène tout en veillant à la comparabilité et à la mesure. Dans ce sillage, il est souhaitable de compléter cet indicateur par un autre l'indicateur : "proportion de femmes victimes de violences physiques et/ou sexuelles au cours des 12 derniers mois (%femmes âgées de 15 à 49 ans) provenant de UNSD (DHS-RDC) 2014. Cet indicateur est utilisé par d'autres agences comme l'UNFPA, l'ONU Femmes et d'autres agences spécialisées des Nations Unies. La valeur de cet indicateur mise à jour sera disponible sous peu pour 2018 à l'INS à partir du MICS 2017-2018.

Présentation des résultats et analyse des données au niveau produit

Les résultats seront présentés par pilier au niveau des produits.

Tableau : Indicateurs des produits de 2020 à 2022

PILIER I : Consolidation de la Paix et Renforcement de la Démocratie (CPRD).

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs des produits	Baseline (2019)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats	Commentaire
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
1.1.1	Produit 1.1 : Les processus d'élaboration/modification de la constitution, électoraux et parlementaires et les institutions sont renforcés afin de promouvoir l'inclusivité, la transparence et la redevabilité, en particulier en faveur des femmes et des jeunes.	Nombre d'organes constitutionnels dotés de mécanismes de participation citoyenne, notamment pour les femmes et d'autres groupes marginalisés.	Niveau de référence : 47 ;	Niveau cible : 52	47	ND	ND	47	Rapport du Pilier 1	Les institutions de 2019 continuent à recevoir l'appui
1.1.2		Nombre de scrutins organisés conformément aux standards démocratiques.	Niveau de référence : 3 ;	Niveau cible : 5	ND	ND	ND	ND	Rapport de la Commission électorale nationale indépendante	Les élections n'ayant pas été organisées pendant la période de référence néanmoins le PNUD à appuyer le gouvernement dans les activités ci-après : 01 mission d'évaluation des besoins électoraux (NAM) des Nations unies a séjourné en RDC du 21 mars au 05 avril 2022. Une des recommandations de cette mission était favorable à l'élaboration d'une assistance électorale en préparation des élections de 2023 ; 01 programme des Nations Unies en appui au cycle électoral et 01 projet d'appui à la prévention des violences électorales élaborés avec un budget à hauteur respectivement de 22 millions USD et de 2 millions USD ; 04 études portant sur les leçons apprises et les bonnes pratiques ont été réalisées dans le domaine électoral : (1) revue du cadre juridique et institutionnel des élections en RDC ; (2) analyse critique de l'introduction et de l'utilisation de la machine à voter ; (3) assistance électorale en RDC, premiers enseignements ; (4) étude sur la cartographie des conflits électoraux ; 01 expert genre et élection recruté et mis à la disposition de la CENI pour renforcer la prise

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs des produits	Baseline (2019)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats	Commentaire
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
										en compte du genre dans le processus électoral ; 250 femmes réunies au sein de la dynamique nationale des femmes candidates ont été renforcées en capacité sur les innovations de la loi électorale en rapport avec la prise en compte du genre dans le processus électoral ;
1.1.3		Nombre de femmes dans les organes de décision (Parlement, Gouvernement).	Niveau de référence : 144	Niveau cible : 300	102	106	224	224	Journal officiel de la RDC et le rapport du pilier 1	50 femmes députés (soit (10,30%) sur 500 députés dans l'assemblée nationale 14 femmes ministres sur 56 ministres (27%) A cette liste il faut aussi ajouter les femmes mandataires des entreprises publiques de l'état
1.1.4		Nombre d'entités territoriales décentralisées fournissant des services essentiels de qualité aux populations.	Niveau de référence : 3 ;	Niveau cible : 7	3	3	14	14	Rapport Projet conjoint UNDP UNCDF. Projet d'appui à la décentralisation et à la transparence locale Rapport d'évaluation du projet de renforcement de leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement locaux participatifs inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord Kivu (RDC) Aout 2022	Le Projet conjoint UNDP UNCDF. Est un programme d'une durée de 4ans qui apportera un appui à la relance du processus de décentralisation dans plus de 18 ETD en RDC.
1.2.1	Produit 1.2 : Les institutions disposent des capacités nécessaires pour sensibiliser, prévenir et appliquer les mesures lutte contre la corruption afin de promouvoir la participation	Existence de mesures efficaces adoptées pour atténuer et résoudre les risques de corruption au niveau national et infranational.	Niveau de référence : Non	Niveau cible : Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Rapport d'appui technique et financier du PNUD sur les assises des états généraux de la lutte contre la corruption	Grâce à l'appui technique et financier du PNUD, les assises des états généraux de la lutte contre la corruption ont été tenues et ont permis de (i) poser le diagnostic sans complaisance sur l'état des lieux de la lutte contre la corruption en RDC, (ii) identifier les réformes et les actions prioritaires à mener, (iii) définir les modalités de mise en œuvre et les mécanismes

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs des produits	Baseline (2019)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats	Commentaire
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
	des citoyens, l'inclusion, la redevabilité et le bien-être des populations, en particulier des femmes et des jeunes.									de suivi desdites réformes et actions prioritaires, (iv) élaborer la nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption 2022-2026. Le PNUD a assuré des appuis opérationnels, notamment à travers la dotation de véhicules et d'équipements informatiques, afin d'assurer son opérationnalisation et fonctionnement de l'APLC visant à prévenir, détecter et investiguer les dossiers de corruption
1.2.2		Nombre d'organisations ou de réseaux de la société civile participant aux mécanismes de contrôle par les citoyens, de redevabilité et de transparence en matière de gestion des ressources naturelles.	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 6	0	10	4	14	Rapport du pilier 1	Participation de la SC à travers GTCRR a contribué à la bonne gouvernance du processus REDD+ en RDC Les capacités du GTCRR ont été renforcées. Ses délégués participent aux réunions du CT et COPIL du FONAREDD ainsi que dans la mise en œuvre des programmes REDD+ (Consultations, suivis et sensibilisation communautaire)
1.3.1	Produit 1.3 : Les capacités, le fonctionnement et le financement de l'Etat de droit et des institutions de protection des droits humains sont renforcés pour améliorer l'accès à la justice et à la sécurité, en mettant l'accent pour les femmes et les autres groupes marginalisés.	Pourcentage de procès ayant respecté pleinement les cinq principes fondamentaux d'un procès équitable.	Niveau de référence : 0 % ;	Niveau cible : 50 %	0 %	30 %	20 %		Rapport projet PJURR	Amélioration de l'accès à la justice des groupes vulnérables à travers l'organisation des audiences foraines : Les audiences foraines du TGI de Kalemie à Kongolo, Manono, Kabalo et Moba ont permis d'obtenir les résultats ci- après : 111 dossiers traités, impliquant 156 prévenus, dont 4 femmes. 138 prévenus condamnés dont 3 femmes, 11 prévenus acquittés dont 1 femme, 7 dossiers renvoyés au Tribunal pour enfants 106 victimes dont 47 hommes et 79 femmes ont été enregistrées. 8 avocats ont assuré l'assistance judiciaire gratuite des prévenus ainsi que des parties civiles.
1.3.2		Existence d'une gouvernance et d'un contrôle des institutions garantes de l'état de droit ayant fait l'objet de mesures de renforcement des capacités.	Niveau de référence : Non	Niveau cible : Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Rapport projet appui au conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS) Rapport annuel pilier 1 : Consolidation de la Paix et Renforcement de la Démocratie	L'appui du PNUD, à travers le CPVS, a contribué à l'organisation de voyages d'échanges au Sénégal et au Togo. La collecte de données a été réalisée auprès des Institutions et Services publics et a permis d'identifier les points focaux auprès des Ministères, Institutions et Services publics et s'est achevée par l'organisation d'un atelier de validation des états des lieux de la mise en œuvre des actions, politiques et réformes du

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs des produits	Baseline (2019)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats	Commentaire
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
										gouvernement qui correspondent aux engagements du Président de la République
1.4.1	Produit 1.4 : Les capacités en matière planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation au niveau national, provincial et local des institutions, y compris celles de l'Institut national de statistique, ont été renforcées pour la réalisation, le suivi et l'évaluation des objectifs de développement durable.	Nombre de plans de développement provinciaux et locaux qui intègrent les objectifs de développement durable.	Niveau de référence : 5	Niveau cible : 21	5	29	29	29	Rapport du projet : Appui à la décentralisation genre et à la transparence. Projet plan – initiation et décentralisation	29 (dont 4 provinces et 25 ETD) 04 provinces disposent de base de données pour le tracking des investissements, des ODDs et des performances des interventions publiques dans les provinces et les ETDs ; 25 ETDs disposent de plans de développement locaux (PDL) et des ressources techniques et financières pour accélérer le développement local à la base
1.4.2		Existence de mécanismes de collecte et d'analyse de données fournissant des données désagrégées afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable : (a) méthodes conventionnelles de collecte de données (enquêtes, par exemple) ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui (b) systèmes administratifs de ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui (c) nouvelles sources de données (méga-données, par exemple) ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui	Niveau de référence : Non	Niveau cible : Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Projet collecte des données	

PILIER II : Croissance Inclusive et Développement Durable

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs de produits	Baseline (2020)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats	Commentaires
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
2.1.1	Produit 2.1 : Des solutions sont développées pour une gestion durable des ressources naturelles, en particulier des produits de base et des chaînes de valeur vertes et inclusives avec un accès spécifique aux femmes et aux jeunes	Nombre de micro-, petites et moyennes entreprises utilisant des plateformes de développement des fournisseurs pour créer des chaînes de valeur inclusives et durables.	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 1.000	3	10	530	543	Rapport opérationnel du Projet de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19 Rapport 2021 Pilier 1	Parmi les 543 micro-, petites et moyennes entreprises, 290 (53,41 %) appartiennent aux ménages représentés par les femmes. Le projet de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19 n'a commencé que vers la fin de l'année 2021
2.1.2		Pourcentage des producteurs agricoles locaux connectés aux marchés dans les zones cibles, désagrégé par sexe et âge.	Niveau de référence : 0 %	Niveau cible 50 % (50 % de femmes et de jeunes)	0 %	0 %	80 %	80 %	Rapport 2022 du projet de de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19	80 % de 530 producteurs agricoles locaux sont connectés aux marchés dans les zones cibles, (dont 48,11 % sont des femmes) Le projet de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19 n'a commencé que vers la fin de l'année 2021
2.1.3		Nombre de personnes (ventilé par sexe et par âge) exerçant des activités non-agricoles génératrices de revenus (résultant du développement technologique) dans les zones rurales cibles.	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 4 000 (2 000 femmes et jeunes)	3 097	4 041	1 889	9 027	Rapport JAD & rapport du Projet de Relance économique et réduction de la pauvreté Rapport du projet SSKAT	3097 (En 2020) Sont constitué des personnes issues des projets : (JAD : 1095 et SSKAT : 1192) 4041 (En 2021) Sont constitué des personnes issues des projets : (JAD : 781 et SSKAT : 3260) 775 (En 2022) Sont constitué des personnes issues des projets : (Relance écq : 530 et SSKAT : 245) + 1114 du projet FSP
2.1.4		Nombre de localités disposant des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles (routes rurales, installations de stockage, entrepôts, capacités en matière d'énergies renouvelables, infrastructure informatique, etc.)	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 5	0	0	6	6	Rapport opérationnel du Projet de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19 Rapport du projet JSB 2020	Les 6 localités disposant des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles au Sud – Kivu sont : Uvira Luvungi (Uvira) – Kamanyola (Walungu) - Mudaka (Kabare) Les 3 localités pour le Kasai sont : Katende, Bakuakabeyi et Bakua ndaye Rappelons que les autres localités ne disposent pas des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles au Sud Kivu sont : – Kihumba (Idjwi) – Nyamasasa (Kalehe) et au Kasai central sont : Bakua Kanyinga1,

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs de produits	Baseline (2020)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats	Commentaires
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
										Rappelons que le projet de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19 n'a commencé qu'en Novembre 2021
2.2.1	Produit 2.2 : Les femmes et les jeunes ont accès à des emplois décents et à des moyens de subsistance dans le secteur minier.	Existence d'un cadre juridique et réglementaire sensible au genre opérationnel en matière d'exploitation minière artisanale.	Niveau de référence : Non	Niveau cible : Oui	Non	Non	Non	Non		Le projet qui avait déjà démarré depuis 2019 n'a pas encore mis sur pieds les activités en faveur des bénéficiaires
2.2.2		Nombre de coopératives ou d'associations de mineurs artisanaux (hommes et femmes) structurées et opérationnelles.	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 5	0	0	0	0		idem
2.2.3		Nombre d'opportunités de moyens de subsistance créés pour augmenter l'autonomisation des femmes et des jeunes vulnérables et défavorisés dans le secteur minier.	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 2	0	0	0	0		idem
2.3.1.	Produit 2.3 : Les groupes marginalisés et vulnérables, en particulier les personnes en situation de pauvreté, les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec handicap sont renforcés pour être en mesure d'accéder aux services financiers pour renforcer durablement leurs capacités de production.	Nombre et type de produits financiers mis sur le marché (désagrégé par produits financiers) destinés aux personnes en situation de pauvreté, aux femmes, aux jeunes et aux personnes vivant avec handicap.	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 2	3	4	4	4	Rapport d'évaluation final du projet ACTIF & Rapports annuels 2020 & 2021	3 types de produits financiers mis sur le marché qui sont Le Produit « Assujob ». ASSUJOB Produit « MPESA » pour l'épargne des jeunes. Le nouveau Produit « Crédit Solidaire UMOJA » Le 4ème type du produit financier mis sur le marché est le Nouveau Produit « Plan Epargne Projet, PEP » les jeunes détenteurs de petit projet bancable dans les milieux ruraux et périphérique de Bukavu
2.3.2.		Nombre de personnes ayant accès à des services financiers, désagrégé par sexe.	Niveau de référence : 1.083.642 (41,92 % de femmes)	Niveau cible : 1.583.000 (45 % de femmes)	2 618 000 (46,70 % de femmes)	2 691 000 (43,30 % de femmes)	2 732 000 (49,61 % de femmes)	2 732 000 (49,61 % de femmes)	Rapport de la Banque centrale Rapport d'évaluation du projet ACTIF & Rapports annuels 2020 & 2021 du projet ACTIF	L'indicateur 2.3.2. est cumulatif. C'est ainsi les personnes vivant avec handicap sont passés en 2020 à 2 618 000 des nouveaux clients dont 46,70 % des femmes et 2 691 000 des clients dont 43,30 % des femmes en 2021 et enfin en 2022, il est de 2 732 000 des clients dont 49,61 % de femmes (soit 1 355 237 femmes).

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs de produits	Baseline (2020)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats	Commentaires
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
										Rappelons que le pourcentage des clients féminins de toutes les structures partenaires s'est légèrement amélioré
2.4.1	Produit 2.4 : Des solutions sont adoptées pour améliorer l'accès à une énergie propre, abordable et durable.	Nombre de microcentrales hydroélectriques construites / réhabilitées ;	Niveau de référence : 3	Niveau cible : 8	0	0	3	3	Rapports annuel 2022. FONAREDD Energie	3 micro - centrales hydroélectriques ¹ construites / réhabilitées (Cfr les micro-centrales au bas de la page)
2.4.2		Nombre des ménages ayant adopté des foyers et combustibles améliorés de cuisson.	(Niveau de référence : 0	Niveau cible : 10.500	29 855	59 156	103 927		<p>◆ Rapport du projet FONAREDD- Energie 2020 et 2021 le rapport semestriel Janvier – Juin 2022</p> <p>◆ Etudes de, référence bois énergie et GPL réalisées faite par CIRAD</p>	<p>Ces indicateurs sont cumulatifs et se présente de la manière ci - après :</p> <p>Pour l'année 2020, le nombre des ménages est de 29 855 car le niveau de référence est de 0.</p> <p>Pour l'année 2021, le nombre des ménages est de 29 301 cumulé avec 29 855, il devient ainsi 59 156. Cette baisse de 2021 par rapport à 2020 s'explique par le fait le projet n'a pas collecté les informations auprès de toutes les entreprises du secteur comme en 2020 mais elle a collecté seulement pour les entreprises du secteur qui ont été financé par le projet.</p> <p>Pour l'année 2022, le nombre des ménages est de 59 156 cumulé avec 44 771, il devient ainsi 103 927.</p>
2.4.3		Nombre de ménages ayant accès aux énergies renouvelables dans les zones cibles.	Niveau de référence : 95.744	Niveau cible : 140.800	0	0	67500		Rapport du projet FONAREDD- Energie	Cet indicateur sera davantage étoffé avec le projet qui va commencer l'année prochaine
2.5.1	Produit 2.5 : Les institutions nationales et locales, y compris la société civile et le secteur privé, ont des capacités techniques et opérationnelles renforcé pour favoriser une gestion inclusive et durable des ressources naturelles (eau, forêts, terres, minéraux, etc.) et la mise en place de	Nombre de modèles agricoles conciliant performance en rendement et viabilité environnementale ;	Niveau de référence : 0	Niveau cible : 5 (maïs, riz, haricots, cacao, café)	0	0	3		Rapport PIREED Oriental	Le projet PIREED Oriental met l'accès sur les cultures pérennes notamment le cacao, le café et le palmier à huile
2.5.2		Existence d'un système national opérationnel d'inventaire des gaz à effet de serre opérationnel qui soit	Niveau de référence : Non	Niveau cible : Oui	Non	Non	Oui	Oui	Rapport PIREED Energie	En RDC, l'inventaire de gaz à effet de serre est réalisé au niveau de la Direction de Développement Durable

¹ Construction de la microcentrale et du réseau électrique de Bitale au Sud-Kivu 85 kW
Réhabilitation/Construction de la microcentrale et du réseau électrique de Masisi au Nord-Kivu 260 kW (en cours);
Réhabilitation de la microcentrale hydroélectrique de Idjwi 65 kW

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs de produits	Baseline (2020)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats	Commentaires
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
	mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, comme indiqué dans la contribution déterminée au niveau national.	directement alimenté par les ministères cibles (par exemple, l'énergie, l'agriculture, la sylviculture, les transports, etc.);								(DDD) qui travaille étroitement avec la Direction des Inventaires et Aménagement Forestier (DIAF)/MEDD pour le suivi des émissions issues du secteur forêt. Je vous prie de trouver en pièces-jointes la troisième communication nationale, le niveau de référence d'émissions et le document de CDN révisée. La révision a été faite sous la coordination du PNUD et ce document a déjà été soumis à la CCUCC (Convention changement climatique)) en novembre 2021. Soulignons que le MNV actuel de la RDC concerne uniquement le secteur forêt. Nous travaillons avec une équipe de consultants pour l'étendre à d'autres secteurs de la CDN : agriculture, énergie et déchets.

PILIER III : Stabilisation & Résilience

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs des produits	Baseline (2020)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats en 2024	Commentaires
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
3.1.1	Produit 3.1 : Les communautés et les institutions locales ont des capacités techniques renforcées pour la prévention et la gestion des conflits.	Politiques de développement fondées sur des données, programmes et institutions destinés à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les risques de conflits.	Niveau de référence : Non	Niveau cible : Oui	Non	Oui	Oui	Oui	PDDR-CS+4 Plans provinciaux	Stratégie 4 S et Rapport final de l'évaluation externe du fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS) Rapports issus de sondages – consolidation de la paix. - MONUSCO/ Groupe de l'appui à la stabilisation
3.1.2		Nombre de mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place et fonctionnels.	Niveau de référence : 2	Niveau cible : 5	5	5	5	5	Rapport final de l'évaluation externe du fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS)	En 2020 il y a eu 5 mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place exécutés 19 fois (19 endroits) En 2021 il y a eu 5 mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place exécutés 20 fois (20 endroits) En 2022 il y a eu 5 mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place exécutés 26 fois (26 endroits).
3.1.3		Nombre d'emplois temporaires créés auprès des communautés dans les zones cibles.	Niveau de référence : 3.000	Niveau cible : 20.000	3 551	6 973	6 268			Rapport du pilier 1 Consolidation et renforcement de la démocratie Activités 2021 (2022) Rapport sur l'état d'avancement du programme JAD (2020 -2021) Rapport du Programme de consommation durable et substitution partielle au bois et énergie en RDC. Rapport de relance économique et réduction de la pauvreté (2022)

Effet CPD	Produit du Programme Pays	Indicateurs des produits	Baseline (2020)	Cibles attendues en 2024	2020	2021	2022	2022	Sources de Résultats en 2024	Commentaires
					Valeur atteinte	Valeur atteinte	Valeur atteinte	Niveau de progression des indicateurs (2020 -2022)		
3.1.4	Produit 3.2 : Les institutions gouvernementales aux niveaux central et local et les communautés sont en mesure de promouvoir efficacement l'égalité des sexes, de prévenir et lutter contre les violences basées sur le genre	Nombre de jeunes à risque ayant la capacité d'être potentiellement recrutés dans les zones cibles.	Niveau de référence : 3.000	Niveau cible : 20.000	1 304	2 004	4 002	10.310	Rapports annuels 2020, 2021 et 2022 du projet SSKAT et le Rapport de l'évaluation du projet SSKAT	1 304 (En 2020) dont 895 sont constituées des femmes 2 004 (En 2021) dont 954 sont constitués des femmes 4 002 (En 2022) dont 878 sont constitués des femmes
3.2.1		Taux de réduction de nouveaux cas de VBG;	Niveau de référence (2019) : 35,63 %	Niveau cible : 60 %	-56 %	-122,8 %	ND		Rapport annuel du Ministère national du Genre sur l'Ampleur des VBG en RDC	- 45.611 cas des VBG enregistrés en 2020 sur une baseline de 29.105 cas en 2019 ; - 64.864 cas des VBG enregistrés en 2021 sur une baseline de 29.105 cas en 2019 ; Les données enregistrées démontrent une augmentation des cas des VBG en 2020 et 2021 par rapport aux données de base/2019.
3.2.2.		Nombre de cas de VBG traités au niveau communautaire.	Niveau de référence : 5.242	Niveau cible : 8.347	1181	625	661	2467	Rapports annuels programme JAD	
3.3.1.	Produit 3.3 : Les communautés et les institutions ont des capacités techniques renforcées pour faire face aux crises et aux catastrophes naturelles et climatiques.	Existence d'une cartographie et d'un plan d'actions sur les risques et les menaces au niveau provincial.	Niveau de référence (2019) : Non	Niveau cible : Oui (5 provinces)	Non	Non	Oui	Oui (1/5 provinces) (20%)	Plan d'action de réduction des risques de catastrophes 2022-2027 du Sud-Kivu	1 document de Plan d'action de réduction des risques de catastrophes au Sud-Kivu 2022-2027 est disponible
3.3.2.		Existence d'une politique nationale de prévention et gestion des crises.	Niveau de référence : Non	Niveau cible : Oui	Non	Non	Non	Non	Projet d'arrêté provincial au Sud-Kivu	1 projet d'Arrêté provincial actualisé portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Plateforme Provinciale de Réduction des Risques et gestion de Catastrophes (PPRRC/SK) est disponible.
3.3.3		Nombre de ménages ayant bénéficié de mesures d'atténuation des risques et des menaces de catastrophes naturelles et climatiques.	Niveau de référence : 2.100	Niveau cible : 4.000	0	0	509 (26,8%)		Voir E& M pilier 3	1 rapport d'Analyse du risque d'inondation sur le littoral Ouest de la rivière Ruzizi et du Lac Tanganyika est disponible, préalable à toute prise de décision sur des mesures d'atténuation des risques et des menaces de catastrophes naturelles et climatiques

Analyse de la progression des indicateurs au niveau produit à la lumière du tableau ci-dessus.

Indicateur produit 1.1.1 : Nombre d'organes constitutionnels dotés de mécanismes de participation citoyenne, notamment pour les femmes et d'autres groupes marginalisés.

Les élections n'ayant pas été organisées pendant la période de référence néanmoins, les institutions de 2019 continuent à recevoir l'appui.

Indicateur produit 1.1.2 : Nombre de scrutins organisés conformément aux standards démocratiques

La constitution de la RDC prévoit une élection à 5 scrutins démocratiques (élection présidentielle, sénatoriales, législatives, provinciales et locales). Les élections n'ayant pas été organisées pendant la période de référence néanmoins le PNUD a continué à appuyer le gouvernement.

Indicateur produit 1.1.3 : Nombre de femmes dans les organes de décision (Parlement, Gouvernement).

L'effectif total des membres de ces instances est de 224 provenant de 50 femmes députés (soit (10,30%) sur 500 députés dans l'assemblée nationale, 14 femmes ministres sur 56 ministres (27%). A cette liste il faut aussi ajouter les femmes mandataires des entreprises publiques de l'état ainsi que les femmes sénateurs (sénatrices).

Si la parité qui est une répartition égalitaire des positions est respectée, il y a moyen d'atteindre la cible qui est de 300, proposée initialement, avec une possibilité de la dépasser.

Indicateur produit 1.1.4 : Nombre d'entités territoriales décentralisées fournissant des services essentiels de qualité aux populations.

Il s'agit de préciser les entités territoriales décentralisées fournissant les services de base de qualité. Le résultat atteint pour cet indicateur est de 14 ETD fournissent les services de base de qualité.

Signalons que le Projet conjoint UNDP - UNCDF. Est un programme d'une durée de 4ans qui apportera un appui à la relance du processus de décentralisation dans plus de 18 ETD en RDC.

Indicateur produit 1.2.1 : Existence de mesures efficaces adoptées pour atténuer et résoudre les risques de corruption au niveau national et infranational.

Pour cet indicateur il faut comprendre les éléments suivants :

L'existence du cadre légal pour réduire ou lutter contre la corruption au niveau national et provincial consiste à disposer de tous les éléments ci-après :

- ***D'accélérer le processus d'adoption de la loi anti-corruption.***

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions déploiera les efforts nécessaires à l'adoption, dans un délai raisonnable, de la loi anti-corruption. Cette loi parachèvera la transposition, dans l'ordre juridique congolais, de la Convention des Nations Unies contre la corruption et ce, tant en ce qui concerne ses aspects substantiels que ceux formels

- ***Valider et consolider la Stratégie nationale de lutte contre la corruption***

Le MJ voudrait s'assurer que les différentes initiatives prises en matière de lutte contre l'impunité ne soient pas isolées mais s'inscrivent dans un cadre global, gage de leur efficacité. Le projet de stratégie nationale de lutte contre la corruption ayant sanctionné les assises du Forum national de lutte contre la corruption tenue en 2009 offre une bonne base de travail à cet égard. Son actualisation, sa consolidation et sa mise en œuvre effective sont inscrites au nombre des priorités dans ce domaine, avec une attention spéciale à la corruption dans le secteur de la justice, telle que visée par le résultat 8 de la PNRJ.

- ***Assurer la coordination, l'harmonisation des activités et le renforcement des institutions œuvrant dans le domaine de la lutte contre la corruption***

Des efforts seront déployés pour assurer la coordination et l'harmonisation des activités de l'ensemble des institutions œuvrant, tant au niveau central qu'à celui provincial, dans le domaine de la lutte contre la corruption. Dans le même ordre d'idées, les ressources nécessaires seront mises à la disposition des mêmes institutions pour améliorer l'efficacité de leurs activités.

- ***De finaliser le processus d'auto-évaluation de l'état de la mise en œuvre des obligations découlant de la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption***

Le MJ assurera l'arrivée à son terme du processus en cours de l'auto-évaluation de la mise en œuvre des obligations découlant de la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il s'investira, par la suite, dans la mise en œuvre des recommandations qui sanctionneront ledit processus.

Comme résultat aujourd'hui, nous avons eu les réalisations suivantes :

Grâce à l'appui technique et financier du PNUD, les assises des états généraux de la lutte contre la corruption ont été tenues et ont permis de

- (i) Poser le diagnostic sans complaisance sur l'état des lieux de la lutte contre la corruption en RDC,
- (ii) Identifier les réformes et les actions prioritaires à mener,
- (iii) Définir les modalités de mise en œuvre et les mécanismes de suivi desdites réformes et actions prioritaires,
- (iv) Élaborer la nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption 2022-2026. Le PNUD a assuré des appuis opérationnels, notamment à travers la dotation de véhicules et d'équipements informatiques, afin d'assurer son opérationnalisation et fonctionnement de l'APLC visant à prévenir, détecter et investiguer les dossiers de corruption

Indicateur produit 1.2.2 : Nombre d'organisations ou de réseaux de la société civile participant aux mécanismes de contrôle par les citoyens, de redevabilité et de transparence en matière de gestion des ressources naturelles.

Il s'agit d'identifier et de répertorier les ONG et réseaux de la société civile qui sont impliqués dans le contrôle citoyen, la redevabilité et la transparence dans la gestion des ressources naturelles

Le résultat réalisé en 2022, au niveau décentralisé, les institutions sont renforcées pour promouvoir la participation citoyenne, l'inclusion, la redevabilité et le bien-être des populations, notamment des femmes et des jeunes

Indicateur produit 1.3.1 : Pourcentage de procès ayant respecté pleinement les cinq principes fondamentaux d'un procès équitable.

Nous proposons que la valeur de la baseline et la valeur cible soient revues comme suit : baseline : 45% ; cible 75% pour tenir compte des résultats obtenus par le projet conjoint Tupinge Ubakaji

Amélioration de l'accès à la justice des groupes vulnérables à travers l'organisation des audiences foraines a permis de respecter pleinement les cinq principes fondamentaux d'un procès équitable organisé dans les différents TGI.

Indicateur produit 1.3.2 : Existence d'une gouvernance et d'un contrôle des institutions garantes de l'état de droit ayant fait l'objet de mesures de renforcement des capacités.

L'indicateur vise à montrer s'il existe une stratégie de poursuite des crimes internationaux au niveau national et provincial

Comme résultat, la collecte de données a été réalisée auprès des Institutions et Services publics et a permis d'identifier les points focaux auprès des Ministères, Institutions et Services publics et s'est achevée par l'organisation d'un atelier de validation des états des lieux de la mise en œuvre des actions, politiques et réformes du gouvernement.

Indicateur produit 1.4.1 : Nombre de plans de développement provinciaux et locaux qui intègrent les objectifs de développement durable.

L'indicateur précise le nombre de plans de développement provinciaux et locaux intégrant les ODD.

La cible est conforme aux réalités de besoins des ETD et au regard des expériences précédentes en matière de mise en place de plans de développement provinciaux et locaux qui intègrent les ODD notamment dans le cadre du CPD 2013-2019. Aussi avec le projet de 145 Territoires, la cible apparaît comme minime. Au regard de cette considération, nous proposons une cible de 50.

Indicateur produit 1.4.2. : Existence de mécanismes de collecte et d'analyse de données fournissant des données désagrégées afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation

des objectifs de développement durable : (a) méthodes conventionnelles de collecte de données (enquêtes, par exemple) ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui (b) systèmes administratifs de ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui (c) nouvelles sources de données (mégadonnées, par exemple) ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui

Indicateur produit 2.1.1 : Nombre de micro-, petites et moyennes entreprises utilisant des plateformes de développement des fournisseurs pour créer des chaînes de valeur inclusives et durables.

Par rapport à la cible qui est de 1000 micro- petites et moyennes entreprises, la réalisation est de 54,30 %. Parmi les 543 micro-, petites et moyennes entreprises, 290 (soit 53,40 %) appartiennent aux ménages représentés par les femmes. La cible de 1 000 proposée initialement est trop minimaliste

Indicateur produit 2.1.2 : Pourcentage des producteurs agricoles locaux connectés aux marchés dans les zones cible, (désagrégé par sexe et âge).

Cet indicateur mesure la proportion des producteurs qui procèdent à la commercialisation de leurs produits sur les marchés locaux. Cet indicateur vise à vérifier le mode de commercialisation des produits notamment l'utilisation des marchés.

Une à deux questions seront à cet effet introduites dans le questionnaire de l'enquête spécifique auprès des producteurs bénéficiant des appuis PNUD ou autres partenaires pour mesurer cet indicateur

80 % de 530 producteurs agricoles locaux sont connectés aux marchés dans les zones cibles, (dont 48,11 % parmi eux sont des femmes). Avec une seule année de réalisation la en voie d'être atteinte, la cible a été sous-estimée.

Indicateur produit 2.1.3 : Nombre de personnes (ventilé par sexe et par âge) exerçant des activités non-agricoles génératrices de revenus (résultant du développement technologique) dans les zones rurales cible.

Cet indicateur qui est non cumulatif mesure le nombre de personnes appuyées depuis les renforcements de capacité jusqu'à l'appui financier pour le développement d'une activité de production non agricole génératrices de revenus, il est de 9 027 (somme de 2020, 2021 et 2022)

Cet indicateur est mobilisable à partir des sources de données existantes. Néanmoins, il est utile d'envisager une fiche de collecte pour le suivi du traitement des données issues des différents projets qui contribuent à cet indicateur.

Indicateur produit 2.1.4 : Nombre de localités disposant des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles (routes rurales, installations de stockage, entrepôts, capacités en matière d'énergies renouvelables, infrastructure informatique, etc.).

Cet indicateur mesure le nombre d'infrastructures mises en place dans le cadre de l'appui pour les chaînes de valeurs. Il s'agit des infrastructures d'appui à la dynamisation et à la facilitation de la production, de la commercialisation ou du transport des produits vers les marchés. Les infrastructures visées sont les pistes rurales, les magasins de stockage, l'énergie ou d'autres types d'infrastructure.

Les 6 localités disposant des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles au Sud – Kivu sont : Uvira centre et Luvungi (Uvira) – Kamanyola (Walungu) - Mudaka (Kabare). Les 3 localités pour le Kasai sont : Katende, Bakuakabeyi et Bakua ndaye

Rappelons que les autres localités ne disposent pas des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles au Sud Kivu sont : – Kihumba (Idjwi) – Nyamasasa (Kalehe) et au Kasai central sont : Bakua Kanyinga1,

Indicateur produit 2.2.1 : Existence d'un cadre juridique et réglementaire sensible au genre opérationnel en matière d'exploitation minière artisanale.

Le projet qui avait déjà démarré depuis 2019 n'a pas encore mis sur pieds les activités en faveur des bénéficiaires

Indicateur produit 2.2.2: Nombre de coopératives ou d'associations de mineurs artisanaux (hommes et femmes) structurées et opérationnelles.

Le projet qui avait déjà démarré depuis 2019 n'a pas encore mis sur pieds les activités en faveur des bénéficiaires

Indicateur produit 2.2.3 : Nombre d'opportunité de moyens de subsistance créés pour augmenter l'autonomisation des femmes et des jeunes vulnérables et défavorisés dans le secteur minier.

Le projet qui avait déjà démarré depuis 2019 n'a pas encore mis sur pieds les activités en faveur des bénéficiaires

Indicateur produit 2.3.1 : Nombre et type de produits financiers mis sur le marché (désagrégé par produits financiers) destinés aux personnes en situation de pauvreté, aux femmes, aux jeunes et aux personnes vivant avec handicap.

Cet indicateur vise à identifier le nombre de produits financiers mis en place à l'endroit des femmes et des jeunes dans le cadre de l'inclusion financière. C'est ainsi 4 types de produits financiers ont été mis au marché qui sont :

- Le Produit « Assujob ». ASSUJOB
- Produit « MPESA » pour l'épargne des jeunes.
- Le nouveau Produit « Crédit Solidaire UMOJA » et enfin,
- Le Nouveau **Produit « Plan Epargne Projet, PEP »** destiné aux jeunes détenteurs de petit projet bancable dans les milieux

Indicateur produit 2.3.2 : Nombre de personnes ayant accès à des services financiers, (désagrégé par sexe)

Cet indicateur vise à identifier le nombre d'acteurs (catégorisés par âge, sexe et groupe d'activités) bénéficiant des produits financiers mis en place. C'est ainsi 2 732 000 des clients dont 50,10 % de femmes ont été servi au cours des années 2020, 2021 et 2022. Rappelons que le pourcentage des clients féminins de toutes les structures partenaires s'est légèrement amélioré

Indicateur produit 2.4.1 : Nombre de microcentrales hydroélectriques construites / réhabilitées

Cet indicateur vise à identifier le nombre de microcentrales hydroélectriques construites ou réhabilitées avec l'appui partiel ou total du PNUD. Les trois micro - centrales hydroélectriques construites / réhabilitées sont :

- Construction de la microcentrale et du réseau électrique de Bitale au Sud-Kivu 85 kW
- Réhabilitation/Construction de la microcentrale et du réseau électrique de Masisi au Nord-Kivu 260 kW (en cours) ;
- Réhabilitation de la microcentrale hydroélectrique de Idjwi 65 kW

Indicateur produit 2.4.2 : Nombre des ménages ayant adopté des foyers et combustibles améliorés de cuisson.

Cet indicateur vise à identifier le nombre de ménages ayant adopté des foyers et combustibles améliorés de cuisson, il est cumulatif et présente les résultats cumulés de 3 ans en 2022 de 44771 ménages

Indicateur produit 2.4.3 : Nombre de ménages ayant accès aux énergies renouvelables dans les zones cibles.

Cet indicateur vise à identifier le nombre de ménages ayant accès à l'énergie renouvelable dans la zone d'intervention, il est cumulatif et présente les résultats cumulés de 3 ans en 2022 de 67 500 ménages

Rappelons que cet indicateur sera davantage étoffé avec le projet qui va commencer l'année prochaine.

Indicateur produit 2.5.1 : Nombre de modèles agricoles conciliant performance en rendement et viabilité environnementale.

Cet indicateur vise à identifier le nombre de modèles agricole conciliant performance agricole et viabilité environnementale

Sur 5 modèles, cet indicateur présente 3 modèles qui se basent sur les cultures pérennes notamment le cacao, le café et le palmier à huile.

Indicateur produit 2.5.2 : Existence d'un système national opérationnel d'inventaire des gaz à effet de serre opérationnel qui soit directement alimenté par les ministères cibles (par exemple, l'énergie, l'agriculture, la sylviculture, les transports, etc.).

Cet indicateur vise à indiquer l'existence d'un système national opérationnel d'inventaire des gaz à effet de serre qui soit alimenté directement par les ministères cibles autres que celui de l'environnement (énergie, agriculture, transport, etc.). Il faut répondre par oui ou par non en indiquant de façon précise les actions pertinentes réalisées dans la mise en place de ce dispositif

Il apparaît réellement que le système national opérationnel d'inventaire des gaz à effet de serre.

En RDC, l'inventaire de gaz à effet de serre est réalisé au niveau de la Direction de Développement Durable (DDD) qui travaille étroitement avec la Direction des Inventaires et Aménagement Forestier (DIAF)/MEDD pour le suivi des émissions issues du secteur forêt. Je vous prie de trouver en pièces-jointes la troisième communication nationale, le niveau de référence d'émissions et le document de CDN révisée. La révision a été faite sous la coordination du PNUD et ce document a déjà été soumis à la CCUCC (Convention changement climatique)) en novembre 2021. Soulignons que le MNV actuel de la RDC concerne uniquement le secteur forêt. Nous travaillons avec une équipe de consultants pour l'étendre à d'autres secteurs de la CDN : agriculture, énergie et déchets.

Indicateur produit 3.1.1 : Politiques de développement fondées sur des données, programmes et institutions destinés à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les risques de conflits.

Cet indicateur vise à indiquer l'existence des données sur les plans et politiques de cohésion sociale et de prévention des conflits.

Le résultat c'est Oui car, les programmes et institutions destinés à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les risques de conflits. Bref, de façon précise ; les actions pertinentes réalisées dans la mise en place de ces dispositifs et mettent en relief les évidences (consolidation de la paix, Groupe de l'appui à la stabilisation, ...)

Indicateur produit 3.1.2 : Nombre de mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place et fonctionnels.

Cet indicateur vise à inventorier les mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place et fonctionnel. En termes de résultat : 5 mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place exécutés 19 fois (19 endroits) en 2020, 2021 et 2022

Indicateur produit 3.1.3 : Nombre d'emplois temporaires créés auprès des communautés dans les zones cibles.

Cet indicateur vise à comptabiliser le nombre d'emplois temporaires créés dans les zones objet de conflit.

Presque tous les projets ont contribué à cet indicateur, c'est ainsi le résultat de trois ans a atteint **19 792** emplois temporaires créés auprès des communautés dans les zones cibles.

Indicateur produit 3.1.4 : Nombre de jeunes à risque ayant la capacité d'être potentiellement recrutés dans les zones cibles.

Le nombre de jeunes dans les zones cibles susceptibles d'être potentiellement recrutés dans des groupes armées zones cible est de **10.310**

Indicateur produit 3.2.1 : Taux de réduction de nouveaux cas de VBG

Cet indicateur vise à apprécier la dynamique dans la survenance des cas de violences basées sur le genre (VBG).

Les données disponibles sont issues des rapports annuels (2019, 2020 et 2021) sur l'ampleur des VBG. En 2020, il a été enregistré 45.611 cas des VBG sur une baseline de 29.105 cas en 2019 (soit 56,71% d'augmentation) et en 2021 : 64.864 cas des VBG enregistrés soit une augmentation respective de 122,86% en 2021 par rapport au baseline de 2019 et 42,21% par rapport aux données de 2020.

Contrairement à la cible du CPD relative à la réduction de 60% de nouveaux cas de VBG d'ici 2024, la base des données nationale du Ministère du genre renseigne plutôt une augmentation de 42,21% de cas des VBG en 2021 comparativement aux données enregistrées en 2020 dans les provinces couvertes par l'appui du programme JAD.

Les facteurs à la base de cette augmentation sont liés notamment à (i) l'intensification des activités de sensibilisation sur les concepts clés des par les acteurs VBG, (ii) la recrudescence de l'insécurité à l'Est du pays et (iv) aux conséquences du confinement édicté lors de la pandémie de la COVID-19

Indicateur produit 3.2.2 : Nombre de cas de VBG traités au niveau communautaire.

L'indicateur vise à apprécier le fonctionnement des mécanismes communautaires d'alerte, de prévention et de référencement à travers la proportion des cas de VSBG référés par la communauté

Le nombre de cas de VBG traités au niveau communautaire (pour les 3 années) est de 2467. Cet indicateur reste aussi tributaire des cas déclarés par rapport à la cible fixée qui semble sur estimée.

Chapitre III : Résultats de la collecte et analyse des données des indicateurs du Plan stratégique (2022-2025)

Le PNUD au niveau global a adopté son Plan Stratégique 2022-2025 lequel est accompagné, pour besoin de suivi évaluation, d'un cadre intégré des résultats et des ressources (IRRF) qui comporte des outcomes (effets), des outputs (produits) et dont un travail d'alignement a identifié un total de 74 indicateurs auxquels les projets en cours et futurs du PNUD RDC devra contribuer. L'ensemble de ces indicateurs ont fait l'objet d'une collecte de données par les consultants pour l'année 2022 dans le but de déterminer, les progrès accomplis vers l'atteinte des résultats escomptés.

Tableau des résultats des données des indicateurs de suivi de performance du plan stratégique pour l'année 2022

Indicator code	Indicateurs du PS pour la RDC	Désagrégation	Milestone/Target 2022	Progrès 2022	Commentaires
CPD Produit 2.1: Des solutions sont développées pour une gestion durable des ressources naturelles, en particulier des produits de base et des chaînes de valeur vertes et inclusives avec un accès spécifique aux femmes et aux jeunes					
	% of local agricultural producers linked to local markets in targeted areas, disaggregated by sex and age.	All	15	17, 7 % (530/3000)	Rapport 2022 du projet de de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19. la cible étant de 3000 ménages,
		Women and youth	10	9,7 (290/3000)	
4.1.1.	Number of people directly benefitting from initiatives to protect nature and promote sustainable use of resources:	4.1.1 Female	65751	349 406	Rapport du projet PIREED Oriental et le Rapport du projet FONAREDD- Energie 2020 – 2021 et le rapport semestriel Janvier – Juin 2022
		4.1.1 Male	60692	322 529	
		4.1.1 Sex-disaggregated data unavailable			
4.1.2.	Natural resources that are managed under a sustainable use, conservation, access, and benefit-sharing regime:	4.1.2 Area of terrestrial and marine protected areas created or under improved	667305	0	
		4.1.2 Number of shared water ecosystems (fresh or marine) under new or improved			
		4.1.2 Coverage and scale of ecosystems with enhanced resilience to climate chan	20210060	0	
		4.1.2 Area of forest and forest land restored (hectares)	3000	3747,84	

		4.1.2 Areas of landscapes under improved practices, excluding protected areas	3500	0	
		4.1.2 Amount of chemicals reduced, disposed or avoided (metric tons)			
	Number of micro, small and medium-sized enterprises utilizing supplier development platforms for inclusive and sustainable value chains.		300	543	Rapport opérationnel du Projet de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19
	Number of localities with required infrastructure for improved rural development in the targeted areas (rural roads, storage facilities, warehouses, renewable energy capacity, information technology infrastructure, etc.)		2	6	Rapport opérationnel du Projet de Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la Covid-19 Rapport du projet JSB 2020
	Number of people involved in non-agricultural income-generating activities (as a result of technological development) in targeted rural areas, disaggregated by sex and age.	All	1000	9 027	Rapport JAD & Rapport du Projet de Relance économique et réduction de la pauvreté
		Women and youth	500	2 911	
Produit 1.3 : Les capacités, le fonctionnement et le financement de l'Etat de droit et des institutions de protection des droits humains sont renforcés pour améliorer l'accès à la justice et à la sécurité, en mettant l'accent pour les femmes et les autres groupes marginalisés.					
	% of trials that have fully respected the five fundamental principles of fair trial.		Voter turnout (national, provincial and local).	20	Suite au contexte de COVID et insécurité à l'Est, l'état de siège au Nord Kivu et Ituri, la tenue des audiences foraines a été momentanément suspendue.
Produit 1.4 : Les capacités en matière planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation au niveau national, provincial et local des institutions, y compris celles de l'Institut national de statistique, ont été renforcées pour la réalisation, le suivi et l'évaluation des objectifs de développement durable.					
1.1.1.	To what extent the country's development plans and budgets integrate intergovernmentally-agreed frameworks across the whole-of-government: (for rating scale = 4, please give number of qualified plans and budgets in indicator comment box)	1.1.1 2030 Agenda for Sustainable Development	2	2	PNSD et PDP
		1.1.1 African Union Agenda 2063	2	2	
		1.1.1 Beijing Declaration and Platform for Action	2	2	

		1.1.1 Doha Programme of Action for the Least Developed Countries			
		1.1.1 Paris Agreement	2	2	
		1.1.1 SAMOA Pathway			
		1.1.1 Vienna Programme of Action for Landlocked Developing Countries			
1.1.3.	To what extent the country has data collection and/or analysis mechanisms providing disaggregated data to monitor progress towards the SDGs:	1.1.3 Administrative reporting systems	2	2	OCDD Administration, National and infra national level, JERODD initiative and base de données pour le tracking des investissements, des ODDs et des performances des interventions publiques dans les provinces et les ETDs: www.pigdp.org ;
		1.1.3 Conventional data collection methods (e.g. surveys)	2	2	
		1.1.3 Innovative data sources (e.g. big data)	2	2	
2.3.1.	Number of national institutions with strengthened public administration and core government functions for:	2.3.1 Community security	2	3	Comité local de sécurité Tshikapa dans la Comune de Nganzala, Logololia, Kakwaima dans le territoire de Faraje et Bwito dans le Rutshuru
		2.3.1 Improved service delivery	35	17	Tanganyika 3, Kasai central 4, Kongo central 4, Nord Kivu 4 et Haut Uele 2
		2.3.1 Prevention	4	0	
	Existence of data collection/analysis mechanisms providing disaggregated data to monitor progress towards the Sustainable Development Goals: (a) Conventional data collection methods (e.g., surveys) (b) Administrative reporting systems (c) New data sources	Administrative	Yes	Yes	OCDD (Observatoire Congolais de Développement Durable)
		Conventional	Yes	Yes	
		New data sources	Yes	Yes	
	Number of provincial and local development plans that integrate the Sustainable Development Goals.	Local	15	21	17 plans locaux (Rapport Projet leadership, Projet décentralisation intégré et Projet PNUD -

					UNHCR, 4 projets Fonds Supplémentaire Japonais Sud Kivu & Kasai Central,
		Provincial	15	4	Projet décentralisation intégré et projet New Deal,
<p>Produit 2.5 : Les institutions nationales et locales, y compris la société civile et le secteur privé, ont des capacités techniques et opérationnelles renforcé pour favoriser une gestion inclusive et durable des ressources naturelles (eau, forêts, terres, minéraux, etc.) et la mise en place de mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, comme indiqué dans la contribution déterminée au niveau national.</p>					
1.1.2.	To what extent the country has policy measures in place to enable the enhancement and/or implementation of Nationally Determined Contributions under the Paris Agreement (for rating scale = 4, please give number of qualified measures in comment box)		2	1	Feuille de route CDN élaborée
	Existence of an operational national greenhouse gas inventory system that is linked directly to relevant sectors (e.g. energy, agriculture, forestry, transport, etc.).		Yes	Yes	Rapport PIREED Energie
	Number of agricultural models that combine yield performance with environmental sustainability implemented.		3	3	Rapport PIREED Oriental
<p>Produit 2.3 : Les groupes marginalisés et vulnérables, en particulier les personnes en situation de pauvreté, les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec handicap sont renforcés pour être en mesure d'accéder aux services financiers pour renforcer durablement leurs capacités de production.</p>					
1.3.2.	Number of people accessing financial services:	1.3.2 Displaced populations			Rapport de la Banque centrale
		1.3.2 Ethnic minorities			Rapport d'évaluation du projet ACTIF &
		1.3.2 Female	323720	1 355 237	Rapports annuels 2020 & 2021 du projet ACTIF
		1.3.2 Informal sector workers			
		1.3.2 Male	295764	1 349 792	
		1.3.2 Persons with disabilities			
		1.3.2 Poor (income measure)			

		1.3.2 Sex-disaggregated data unavailable			
		1.3.2 Youth	22442	26 951	
	Number of people accessing financial services disaggregated by sex.	All people	1250000	2 732 000	Rapport de la Banque centrale
		Men	687500	1 363 268	et
		Women	562500	1 368 732	Rapport d'évaluation du projet ACTIF
	Number and type of financial products placed on the market, disaggregated by financial products aimed at poor, women, youth and people with disabilities.	Number of financial products	1	4	Rapport d'évaluation final du projet ACTIF
		Types of financial products	1	4	

Produit 2.2 : Les femmes et les jeunes ont accès à des emplois décents et à des moyens de subsistance dans le secteur minier.

1.4.1.	Number of people who have access to HIV and related services (This indicator is NON-CUMULATIVE due to its fluctuating nature)	1.4.1 Antiretroviral Therapy (ART) - Number of females reached			
		1.4.1 Antiretroviral Therapy (ART) - Number of males reached			
		1.4.1 Behavioural change communication - Number of females reached	130000	24 653	
		1.4.1 Behavioural change communication - Number of males reached	120000	23 347	

Produit 1.2 : Les institutions disposent des capacités nécessaires pour sensibiliser, prévenir et appliquer les mesures lutte contre la corruption afin de promouvoir la participation des citoyens, l'inclusion, la redevabilité et le bien-être des populations, en particulier des femmes et des jeunes.

2.1.1.		2.1.1 National level	2	9	
--------	--	----------------------	---	---	--

	Number of effective measures to strengthen accountability (including social accountability), prevent and mitigate corruption risks, and integrate anti-corruption in the management of public funds, service delivery and other sectors at:	2.1.1 Regional level	1	2	Stratégie de LCC, APLC, IGF, CENAREF, OSCEP, CSM, CCM, CLCI, Cour de comptes. CAPAR & GABAC NB. Les actions au niveau sectoriel et sub national sont planifiées pour 2023
2.1.1 Sectoral level		1	0		
2.1.1 Sub-national level		1	0		
2.1.3.	Number of multi-stakeholder mechanisms to strengthen public sector agility, collaboration, and the co-design, public and private financing and delivery of solutions for sustainable development at:	2.1.3 National level	1	1	FEC
2.1.3 Regional level					
2.1.3 Sub-national level					
	Existence of effective measures adopted to mitigate and remedy corruption risks at national and subnational levels.	National	Yes	Yes	Stratégie de LCC, APLC, IGF, CENAREF, OSCEP, CSM, CCM, CLCI, Cour de comptes
		Sub national	Yes	No	Les actions au niveau sectoriel et sub national sont planifiées pour 2023
	Number of CSOs/networks involved in citizen oversight, accountability and transparency in the management of natural resources.		4	1	GTCRR (Groupe de Travail Climat REDD) impliqué dans la mise en œuvre de la REDD.
Produit 1.3 : Les capacités, le fonctionnement et le financement de l'Etat de droit et des institutions de protection des droits humains sont renforcés pour améliorer l'accès à la justice et à la sécurité, en mettant l'accent pour les femmes et les autres groupes marginalisés.					
2.2.1.	To what extent the country's institutions, systems, or stakeholders have capacities to support fulfilment of nationally and internationally ratified human rights obligations :	2.2.1 Human rights	1	1	CNDH; CSM&XXX
		2.2.1 Private sector, including publicly owned companies			
		2.2.1 Rule of law and justice	2	2	
2.2.2.	To what extent the country has targeted systems with strengthened capacities to:	2.2.2 address discrimination	2	2	Constitution & Stratégie nationale révisée de lutte contre les VBG
		2.2.2 address racism			
		2.2.2 expand civic space	2	2	The Constitution, CNDH
2.2.3.	Number and proportion of people supported, who have access to justice:	2.2.3 Female accessing justice	6373	2262	
		2.2.3 Female eligible for justice	6373	ND	

	2.2.3 Male accessing justice	4933	324	
	2.2.3 Male eligible for justice	4933	ND	
	2.2.3 Poor (income measure) accessing justice	7646	2586	
	2.2.3 Poor (income measure) eligible for justice	7646	ND	
	2.2.3 Youth accessing justice	473	ND	
	2.2.3 Youth eligible for justice	473	ND	
	2.2.3 Ethnic minorities accessing justice			
	2.2.3 Ethnic minorities eligible for justice			
	2.2.3 Persons with disabilities accessing justice			
	2.2.3 Persons with disabilities eligible for justice			
	2.2.3 Displaced populations accessing justice			
	2.2.3 Displaced populations eligible for justice			
	2.2.3 Accessing justice - Sex-disaggregated data unavailable	1725	Voir Marie, Mireille et Diane	
	2.2.3 Eligible for justice - Sex-disaggregated data unavailable	1725	Voir Marie, Mireille et Diane	

	Hommes	Femmes	Total
JAD	4	651	661
VIH	239	1521	1760
Programme Justice	81	84	165
Total	324	2262	2586

	Existence of governance and oversight of rule of law institutions with strengthened capacities.		Yes	Yes	CSM et INAFORJ
Produit 1.1 : Les processus d'élaboration/modification de la constitution, électoraux et parlementaires et les institutions sont renforcés afin de promouvoir l'inclusivité, la transparence et la redevabilité, en particulier en faveur des femmes et des jeunes.					
2.4.1.	To what extent the country has:	2.4.1 constitution making processes with mechanisms for civic engagement	2	2	Constitution et Loi électorale
		2.4.1 Electoral Management Bodies with strengthened capacity to conduct inclusiv	2	2	CENI
		2.4.1 parliaments with improved capacities to undertake inclusive, effective, an	2	3	SENAT, Assemblée Nationale et Assemblée Provinciale
2.4.2.	Number of voters registered:	2.4.2 Female	20412326	ND	La révision du fichier électoral commence en décembre 2022.
		2.4.2 Male	19611961	ND	
		2.4.2 Sex-disaggregated data unavailable			
2.4.5.	Number of regional, national and sub-national initiatives, policies, and strategies to protect and promote:	2.4.5 Access to reliable information on issues of public concern	2	3	Constitution, Loi électorale et Loi sur l'accès à l'information et liberté d'expression, de regroupement et de manifestation.
		2.4.5 Civil society to function in the public sphere and contribute to sustainab	2	3	
		2.4.5 Inclusive spaces, mechanisms and capacities for public dialogue	2	3	

6.2.1.	To what extent the country has measures in place to advance women's leadership and equal participation in decision-making in:	6.2.1 Elected positions, including parliaments	2	4	Constitution, Loi électorale, la stratégie nationale révisée de lutte contre les VBG et la stratégie nationale sur la participation politique de la femme, la 1325.
		6.2.1 Judiciary	2	4	
		6.2.1 Mediation, reconciliation and peacebuilding mechanisms	2	4	
		6.2.1 Natural resource management	1	1	Organisation des premières journées de réflexion pour le renforcement du leadership féminin dans la mise en œuvre de la CDN
		6.2.1 Private sector	1	2	
		6.2.1 Public institutions	2	2	
	Number of constitution-making bodies with mechanisms for civic engagement, including the participation of women and other marginalized groups.		47	47	
	Number of decentralized territorial entities providing essential quality services to the populations.		6	17	Tanganyika 3, Kasai central 4, Kongo central 4, Nord Kivu 4 et Haut Uele 2
	Number of women in the decision-making bodies (Parliament, government).		164	214	Assemblée nationale 66, Senat 24, Gouvernement 16, Assemblées provinciales 76 et Gouvernements provinciaux 32 dont 5 femmes gouverneurs et 1 vice-gouverneur
	Number of polls held according to democratic standards.		4	1	Election des gouverneurs
Produit 3.3 : Les communautés et les institutions ont des capacités techniques renforcées pour faire face aux crises et aux catastrophes naturelles et climatiques.					
3.1.1.	Number of risk-informed development strategies and plans in place at:	3.1.1 national level	1	0	Plan d'action de réduction des risques de catastrophes 2022-2027 du Sud-Kivu
		3.1.1 regional level			
		3.1.1 sectoral level			
		3.1.1 sub-national level	27	1	

3.1.2.	To what extent the country has early warning and preparedness measures in place to manage impact of conflicts, disasters, pandemics and other shocks		1	1	
3.1.3.	Number of gender-responsive conflict sensitive development institutions, policies, plans or cross-border initiatives in place to:	3.1.3 address conflict drivers	16	24	
		3.1.3 prevent risk of conflict, including climate security?	16	24	
		3.1.3 strengthen social cohesion	16	24	
	Existence of a national policy on crisis prevention and management.		Yes	Non	En voie de finalisation
	Existence of mapping and an action plan on risks and threats at the provincial level.		Yes	Yes	1 document de Plan d'action de réduction des risques de catastrophes au Sud-Kivu 2022-2027 est disponible
	Number of households that have benefited from actions mitigating risks and threats from natural and climate disasters.		1500	509	Voir E& M pilier 3
Produit 3.1 : Les communautés et les institutions locales ont des capacités techniques renforcées pour la prévention et la gestion des conflits.					
3.2.1.	Number of cross-border, regional, national, and sub-national policies, strategies, and action plans for conflict prevention and peacebuilding:	3.2.1 Prevention of violent extremism	6	7	
		3.2.1 Reconciliation	6	7	
		3.2.1 Reintegration	6	7	
		3.2.1 Conflict-sensitive and peace-positive climate adaptation and mitigation	6	7	
3.2.2.	Number of cross-border, regional, national, sub-national and community-based organizations with capacities for:	3.2.2 Dialogue and mediation	166	138	
		3.2.2 Social cohesion	166	138	

		3.2.2 Conflict prevention and peacebuilding	166	138	
		3.2.2 Addressing hate speech and information pollution	166	138	
		3.2.2 Mental health and psycho-social support (MHPSS)	7	0	
3.3.1.	Number of people benefitting from jobs and improved livelihoods in crisis or post-crisis settings (This indicator is NON-CUMULATIVE due to its fluctuating nature)	3.3.1 Female	500	12 343	Rapport JAD & rapport du Projet de Relance économique et réduction de la pauvreté (2022) Rapport du projet SSKAT, Rapport sur l'état d'avancement du programme JAD (2020 -2021)
		3.3.1 Internally displaced populations			
		3.3.1 Male	500	10 538	
		3.3.1 Persons with disabilities			
		3.3.1 Refugees			
		3.3.1 Sex-disaggregated data unavailable			
		3.3.1 Youth	450	6 481	
3.3.2.	Number of people benefitting from improved infrastructure for recovery in crisis or post-crisis settings (This indicator is NON-CUMULATIVE due to its fluctuating nature)	3.3.2 Female	1500	929	Rapport du projet FSJ, Rapport du projet de projet de la Relance économique
		3.3.2 Internally displaced populations			
		3.3.2 Male	1000	456	
		3.3.2 Persons with disabilities			
		3.3.2 Refugees			
		3.3.2 Sex-disaggregated data unavailable			
		3.3.2 Youth	1500	640	
	Data-informed development policies, plans and institutions to strengthen social cohesion and prevent risk of conflict in place.		Yes	Yes	PDDR-CS+4 Plans provinciaux

	Number of at-risk youth with capacities for potential employment in the target areas.		10000	10 310	Rapports annuels 2020, 2021 et 2022 du projet SSKAT et le rapport de l'évaluation du projet SSKAT
	Number of dialogue and conflict management mechanisms set up and functional.		3	5	Rapport final de l'évaluation externe du fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS)
	Number of temporary jobs created in the communities in the target areas.		10000	19 792	Rapport du pilier 1 Consolidation et renforcement de la démocratie Activités 2021 (2022) Rapport sur l'état d'avancement du programme JAD (2020 -2021) Rapport du Programme de consommation durable et substitution partielle au bois et énergie en RDC. Rapport de relance économique et réduction de la

Produit 3.2 : Les institutions gouvernementales aux niveaux central et local et les communautés sont en mesure de promouvoir efficacement l'égalité des sexes, de prévenir et lutter contre les violences basées sur le genre

3.3.3.	Number of institutions with gender-responsive resilient recovery strategies or plans in crisis and post-crisis settings, including stabilization and mine action, informed by joint assessments:	3.3.3 Cross-border institutions			Le ministère du Plan (PMUAC) Ministère du Genre (résolution 1325)
		3.3.3 CSO/NGOs	10	0	
		3.3.3 National governments	2	2	
		3.3.3 Private sector			
		3.3.3 Regional institutions			
		3.3.3 Sub-national governments			
6.3.1.	To what extent the country has new and/or strengthened policies and legal frameworks to prevent and respond to GBV, supported by UNDP or together with its partners (for rating scale = 4, please give number of policies and frameworks in comment box)		3	3	Constitution, la stratégie nationale révisée de lutte contre les VBG, la stratégie nationale sur la participation politique de la femme et la 1325
6.3.2.	Number of initiatives to prevent GBV by addressing harmful social norms and gender discriminatory roles and practices		4	4	Constitution, la stratégie nationale révisée de lutte contre les VBG, la stratégie nationale sur la participation politique de la femme et la 1325

6.3.3.	Number of entities with strengthened capacities to implement legislation, policies, action plans and initiatives to prevent GBV:	6.3.3 National entities	5	7	SENAT, CSM, Parlement, Ministère de la Justice, Ministère du Genre, Bureau de la Conseillère spéciale et EPPEVS
		6.3.3 Sub-national entities	5	5	EPPEVS, Divisions provinciales Genre, Assemblées provinciales, Divisions de la Justice, Cours, tribunaux et parquets.
		6.3.3 Civil Society Organisations (CSOs)	10	10	Barreaux/ BCG, Cliniques juridiques, Associations Féminines, ONGs de la réinsertion, ONGs de la prévention, Mutuelles de solidarité, Groupes d'Intérêt Economique, Leaders Communautaires, Leaders religieux et Champions du changement.
		6.3.3 Private sector			
	Number of cases of gender-based violence treated at the community level.		7147	9368	Rapport JAD
	Percent reduction in reported gender-based violence cases.		50	-122,86	35.759 cas de plus sur 29105 de 2021 (rapport JAD)

Produit 2.4 : Des solutions sont adoptées pour améliorer l'accès à une énergie propre, abordable et durable.

5.1.1.	Number of people, who gained access to clean, affordable and sustainable energy:	5.1.1 Female			Rapport du Projet de promotion de mini et microcentrales hydroélectriques en RDC
		5.1.1 In rural area			
		5.1.1 In urban area	210000	5 010	
		5.1.1 Male			
		5.1.1 Sex-disaggregated data unavailable			
5.2.1.	Capacity (in megawatt) in installed renewable energy per technology:	5.2.1 Solar (Enter capacity in megawatt)	1	0 (kW)	Rapport du Projet de promotion de mini et microcentrales hydroélectriques en RDC Les micro- centrales sont installées en KiloWatter et non en Megawatter
		5.2.1 Wind (Enter capacity in megawatt)			
		5.2.1 Biomass (Enter capacity in megawatt)			
		5.2.1 Hydro (Enter capacity in megawatt)	1	150 (kW)	

		5.2.1 Geothermal (Enter capacity in megawatt)			
		5.2.1 Other technology (Enter megawatt of capacity. Specify type in comment box)			
	Number of micro-hydro power plants constructed/rehabilitated		6	3	Rapports annuel 2022. FONAREDD Energie
	Number of households that have access to renewable energy in the target areas.		120000	67 500	Rapport PIREED Energie
	Number of households that have adopted sustainable cooking ovens and fuel.		2000	67 500	Rapport PIREED Energie
Produit 2.2 : Les femmes et les jeunes ont accès à des emplois décents et à des moyens de subsistance dans le secteur minier					
6.1.1.	Number of measures implemented to:	6.1.1 eliminate gender-based discrimination and segregation in labour market	1	1	Code du travail et code la famille qui allège la mesure sur l'autorisation maritale.
		6.1.1 ensure women's economic security and empowerment in crisis contexts, inclu	1	1	- Taxes supprimées dans le PMUAC
		6.1.1 increase women's access to and use of digital technologies, digital financ	3	1	Digitalisation des produits financiers dans le cadre du projet ACTIF
6.1.2.	Number of new or strengthened policies, legislations and regulations or investment in national care systems in place		6	0	
6.2.2.	Number of partnerships with women-led civil society organizations and other bodies and networks to advance women's leadership and participation and gender equality		5	5	CAFCO, Réseau Universitaire sur le Genre,

	Existence of a gender-responsive operational legal and regulatory framework for artisanal mining.		Yes	Non	Pas encore d'activités
	Number of livelihood options created to increase 'vulnerable/disadvantaged' women's and youth's empowerment in the mining sector.		1	0	Pas d'activités
	Number of structured and operational cooperatives/associations of artisanal miners (men and women).		2	0	Pas d'activités

Analyse de la progression des indicateurs du plan stratégique à la lumière du tableau ci-dessus.

Nous présenterons les indicateurs pour lesquels les commentaires ont été produits.

Les indicateurs d'effet

IE 1. 3.2 : Rang de la RDC selon l'Indice gouvernance de MO Ibrahim en Afrique (Indice. (Baseline : 32,1 Target : 44,6)

Cet indice consiste à mesurer la qualité de la bonne gouvernance selon 4 catégories : sécurité et état de droit ; participation et droits de l'homme ; développement économique durable ; développement humain.

L'IIAG (l'Indice Ibrahim de bonne Gouvernance) fournit une évaluation annuelle de l'état de la gouvernance dans chacun des pays du continent. Bien que dans le cas d'espèce, la RDC qui avait affiché l'indice 31,70 pour l'année 2020, la fondation Mo Ibrahim publie tous deux ans un rapport axé sur la bonne gouvernance. Cette donnée découle du dernier rapport de 2020. Le rapport de 2022 n'est pas encore produit.

IE 1. 3.4 : Taux de participation aux élections (national, provincial et local) (Baseline : 47,56 % ; Target : 60 %)

Taux de participation aux élections (Nationale, Provinciale et Locale). Il s'agit du nombre de personnes ayant voté (quel que soit le choix opéré : voté utile ou bulletin nul) rapporté au nombre de personnes inscrites. Cet indicateur produit au niveau national, provincial et local. Il peut être désagrégé par sexe

Depuis 2020, il n'y a pas eu enrôlement des électeurs. Le processus d'enrôlement des nouveaux électeurs vient d'être lancé ce 15 décembre 2022. C'est en 2023 que cet indicateur sera mis à jour

IE 2.1.4 : Taux d'emploi des jeunes (hommes & femmes) de 15-34 ans (Baseline : 71 % ; Target ou Cible : 76 %)

Le taux d'emploi est obtenu en faisant la différence entre 100 et le taux de chômage doublement élargi. Nous précisons à travers les développements qui suivent le contenu du chômage doublement élargi.

Le chômage au sens du BIT implique trois choses. Ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence (et ne pas avoir d'emploi auquel retourner) ; être disponible pour travailler dans les 15 jours ; et être à la recherche active d'un emploi. Si cette définition précise permet la comparabilité temporelle et spatiale du chômage, elle ne permet pas de tenir compte des spécificités locales et sociologiques du marché de l'emploi dans un contexte africain. L'application du concept du BIT dans les situations des pays africains donne souvent des résultats étonnants qui ne rendent pas forcément compte de la situation exacte du chômage dans ces pays. De ce fait, elles conduisent à une appréciation peu vraisemblable de la mesure du chômage qui ne permet pas d'avoir des politiques idoines pour lutter contre le chômage. En effet, il serait plus que risqué de mettre à la disposition du public non avisé un taux de chômage

calculé selon l'approche BIT qui indique que la plupart des pays africains sont en plein emploi, ce qui contraste avec la réalité du marché de travail. La notion de chômage élargi permet donc d'identifier les personnes désireuses de commencer un travail mais qui ne font pas de démarches pour en obtenir, jugeant leurs perspectives sur le marché du travail insuffisamment bonnes. Mais on peut aussi examiner de plus près les contours du chômage en ôtant le critère de disponibilité immédiate. Face à une absence d'opportunités sur le marché du travail, les gens peuvent en effet choisir de s'engager dans d'autres activités empêchant leur disponibilité immédiate. Ainsi, il s'agit de personnes qui sont indisponibles pour le marché du travail, et qui n'ont pas cherché d'emploi pour des raisons impliquant du découragement. On pourrait parler d'un chômage doublement élargi, dans la mesure où il s'agit de personnes ayant déclaré qu'ils ne travaillent pas pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Notons bien qu'évoluant ensemble dans un même milieu, le taux d'emploi des jeunes hommes, est de 43,5 % par contre le taux d'emploi des jeunes et des femmes, est de 47,7%

IE 2.1.2 : Taux de pauvreté multidimensionnelle (*Baseline : 74% Cible : inf à 50 %*)

Selon le Rapport sur le Développement Humain - PNUD 2021 / 2022, le taux de pauvreté multidimensionnelle est de 74%. Cet indicateur, bien que publié dans le rapport PNUD 2021 / 2022, fait référence à l'année 2017 - 2018. Rappelons que la valeur de référence pour l'année 2017 - 2018 est de 74% dans l'appendice dudit rapport. La cible telle que proposée se fonde sur une prudence en indiquant « inférieure à 50% ». Toutefois, en faisant à l'objectif de l'agenda 2030 du développement qui postule la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2030 (soit une baisse de 2 points par an, la cible étant fixée en 2015) on pourrait avancer une cible de 64%.

En pratique, le taux de pauvreté multidimensionnelle est dérivé de l'indice de pauvreté multidimensionnelle, nouvel indicateur statistique composite élaboré en 2010 par un laboratoire de l'Université d'Oxford et utilisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), vise à rendre compte du phénomène de la pauvreté dans trois de ses dimensions. La privation en matière d'éducation, de santé et de niveau de vie est appréhendée à l'aide d'une dizaine d'indicateurs : nombre d'années de scolarité et taux de scolarisation, malnutrition et mortalité infantile, caractéristiques du logement et des sanitaires, accès à l'eau potable et à l'électricité, nature du combustible de cuisson, possession de matériel de transport et de communication.

Si la flexibilité dans la modification de l'indicateur peut être tancée, on pourrait prendre le risque de suggérer la prise en compte de l'indice de pauvreté multidimensionnelle qui est l'indicateur phare du PNUD (« la marque déposée ») ce qui éviterait des confusions éventuelles avec le taux de pauvreté monétaire calculé dans les rapports nationaux. Cette proposition de changement n'est pas avancée pour critiquer la non-pertinence du taux de pauvreté multidimensionnelle. Cette proposition n'est pas en soi une suggestion majeure.

IE 2.2.3 : Taux de reboisement (reforestation) (Baseline : 15 % Cible : 50 %)

La reforestation est la plantation d'arbres par l'homme dans le but de repeupler une surface déboisée par lui. Elle consiste au rétablissement d'une forêt par plantation et/ou ensemencement délibéré sur des terres classifiées ou déjà considérées comme forêt.

Ce taux est estimé à partir d'une évaluation des ressources forestières menée en général tous les deux ans.

Dans le cadre du programme de 1 milliard d'arbres, le gouvernement pour l'année 2022 avait prévu de reboiser 8 000 000 hectares d'arbres. Il a effectivement reboisé 374 718,8 soit 4.68 %.

De réelles difficultés se posent quant aux capacités et au financement pour la mesure de cet indicateur. Il faut d'abord développer des capacités conséquentes au niveau des structures nationales et prendre les dispositions pour programmer les évaluations forestières idéalement tous les ans et dans le mieux des cas tous les deux ans.

IE 3.1.1 : Nombre de conflits locaux ayant abouti à des solutions durables (Baseline : 15 % Cible : 50 %)

Les conflits sont des différends qui ont fait objet de déclarations au niveau élus locaux et des dispositifs d'assistance des communautés pour aider à pacifier le climat social

Il s'agit d'un chiffre absolu qui ne nécessite pas de calculs. Il faut juste réaliser un inventaire des conflits et récapituler ceux ayant enregistré une solution durable. Il y a lieu d'envisager une fiche de collecte pour le suivi et le traitement des conflits identifiés dans les localités.

Nous disons ici que plusieurs conflits locaux avaient abouti à des solutions mais, moins durables et la plupart d'eux ont refait surface. Seul 4 conflits ont abouti à des solutions durables en 2022

De réelles difficultés se posent pour la mesure de cet indicateur. Il faut d'abord faire l'inventaire des tous les conflits existants qui sont résolus localement et récapituler ceux ayant enregistré une solution durable or, les conflits naissent, disparaissent et réapparaissent à tout moment. D'autres changent même des formes dans le mieux des cas tout au long de leur existence.

Cet indicateur n'est pas mobilisable à partir des sources de données existantes. Il est utile d'envisager une fiche de collecte pour le suivi du traitement des conflits identifiés dans les localités en liaison avec les provinces ou démembrements

IE 3.1.1 : Nombre de localités pacifiées et réconciliées dans l'est du pays (Baseline : 0 Cible : 2)

Les conflits sont des différends qui ont fait objet de déclarations au niveau élus locaux et des dispositifs d'assistance des communautés pour aider à pacifier le climat social

Cet indicateur est estimé à partir de la base de données du sondage issue de la source indiquée. A partir de la question sur la Paix dans l'est du Congo, on relève le pourcentage de ceux qui indiquent que la situation a empiré ajouter au pourcentage de ceux qui estiment que la situation n'a pas varié. La règle de décision est que si la somme de ces deux pourcentages est supérieure à 50%, la localité n'est pas pacifiée.

Cet indicateur est estimé à partir de la base de données du sondage issu de la source indiquée. A partir de la question P18EL_110 Paix dans l'est du Congo, on a le pourcentage de ceux qui indiquent que la situation a empiré ajouter au pourcentage de ceux qui estiment que la situation n'a pas varié. La règle de décision est que si la somme de ces deux pourcentages est supérieure à 50%, la localité n'est pas pacifiée. Avec ce critère, la valeur de référence est plausible. Sur 7 à 8 localités, la cible de 2 localités à pacifier dans l'Est est raisonnable. La cible est raisonnable. Il est à noter que les neuf (9) localités qui sont pacifiées et réconciliées dans l'est du pays en 2022 (objet du sondage) sont les suivantes : Nyunzu, Moba, Kabimba, Baraka, Lemera, Bunyakiri, Nyabibwe, Beni et Nyankunde

De réelles difficultés se posent aussi pour la mesure de cet indicateur. Il faut d'abord faire l'inventaire des tous les conflits naissent, disparaissent et réapparaissent à tout moment. Ils déterminent ainsi les localités pacifiées et réconciliées et ces dernières changent ainsi les formes

IE 3.1.1 : Rang de classement de la RDC dans l'Indice Ibrahim appliqué à la violence fondée sur le genre (*Baseline : 50 ; Cible : 65 %*)

Cet indicateur mesure l'existence des lois sur les violences sexuelles basées sur le Genre (violences domestiques, violences sexuelles et harcèlement sexuel).

Il se repose sur trois composantes des lois sur : (a) le viol ; (b) la violence domestique ; et (c) le harcèlement sexuel.

La fondation Mo Ibrahim publie tous les deux ans un rapport axé sur la bonne gouvernance. Cet indicateur ne fait pas partie des indicateurs suivis dans le dernier rapport produit en 2020

Le rapport 2022 n'est pas encore produit.

Il est intéressant pour tenir compte du vécu en matière de violences basées sur le genre d'adjoindre un autre indicateur pertinent pour la mesure du phénomène tout en veillant à la comparabilité et à la mesure. Dans ce sillage, il est souhaitable de compléter cet indicateur par un autre l'indicateur : "proportion de femmes victimes de violences physiques et/ou sexuelles au cours des 12 derniers mois (%femmes âgées de 15 à 49 ans) provenant de UNSD (DHS-RDC) 2014. Cet indicateur est utilisé par d'autres agences comme l'UNFPA, l'ONU Femmes et d'autres agences spécialisées des Nations Unies. La valeur de cet indicateur mise à jour sera disponible sous peu pour 2018 à l'INS à partir du MICS 2017-2018.

Les indicateurs de produit

Indicateur produit 1.1.1 : Nombre d'organes constitutionnels dotés de mécanismes de participation citoyenne, notamment pour les femmes et d'autres groupes marginalisés.

Les élections n'ayant pas été organisées pendant la période de référence néanmoins, les institutions de 2019 continuent à recevoir l'appui.

Indicateur produit 1.1.2 : Nombre de scrutins organisés conformément aux standards démocratiques

La constitution de la RDC prévoit une élection à 5 scrutins démocratiques (élection présidentielle, sénatoriales, législatives, provinciales et locales). Les élections n'ayant pas été organisées pendant la période de référence néanmoins le PNUD a continué à appuyer le gouvernement.

Indicateur produit 1.1.3 : Nombre de femmes dans les organes de décision (Parlement, Gouvernement).

L'effectif total des membres de ces instances est de 224 provenant de 50 femmes députés (soit (10,30%) sur 500 députés dans l'assemblée nationale, 14 femmes ministres sur 56 ministres (27%). A cette liste il faut aussi ajouter les femmes mandataires des entreprises publiques de l'état ainsi que les femmes sénateurs (sénatrices).

Si la parité qui est une répartition égalitaire des positions est respectée, il y a moyen d'atteindre la cible qui est de 300, proposée initialement, avec une possibilité de la dépasser.

Indicateur produit 1.1.4 : Nombre d'entités territoriales décentralisées fournissant des services essentiels de qualité aux populations.

Il s'agit de préciser les entités territoriales décentralisées fournissant les services de base de qualité. Le résultat atteint pour cet indicateur est de 14 ETD fournissent les services de base de qualité.

Signalons que le Projet conjoint UNDP - UNCDF. Est un programme d'une durée de 4ans qui apportera un appui à la relance du processus de décentralisation dans plus de 18 ETD en RDC.

Indicateur produit 1.2.1 : Existence de mesures efficaces adoptées pour atténuer et résoudre les risques de corruption au niveau national et infranational.

Pour cet indicateur il faut comprendre les éléments suivants :

L'existence du cadre légal pour réduire ou lutter contre la corruption au niveau national et provincial consiste à disposer de tous les éléments ci-après :

- *D'accélérer le processus d'adoption de la loi anti-corruption.*

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions déploiera les efforts nécessaires à l'adoption, dans un délai raisonnable, de la loi anti-corruption. Cette loi parachèvera la transposition, dans l'ordre juridique congolais, de la Convention des Nations Unies contre la corruption et ce, tant en ce qui concerne ses aspects substantiels que ceux formels

- ***Valider et consolider la Stratégie nationale de lutte contre la corruption***

Le MJ voudrait s'assurer que les différentes initiatives prises en matière de lutte contre l'impunité ne soient pas isolées mais s'inscrivent dans un cadre global, gage de leur efficacité. Le projet de stratégie nationale de lutte contre la corruption ayant sanctionné les assises du Forum national de lutte contre la corruption tenue en 2009 offre une bonne base de travail à cet égard. Son actualisation, sa consolidation et sa mise en œuvre effective sont inscrites au nombre des priorités dans ce domaine, avec une attention spéciale à la corruption dans le secteur de la justice, telle que visée par le résultat 8 de la PNRJ.

- ***Assurer la coordination, l'harmonisation des activités et le renforcement des institutions œuvrant dans le domaine de la lutte contre la corruption***

Des efforts seront déployés pour assurer la coordination et l'harmonisation des activités de l'ensemble des institutions œuvrant, tant au niveau central qu'à celui provincial, dans le domaine de la lutte contre la corruption. Dans le même ordre d'idées, les ressources nécessaires seront mises à la disposition des mêmes institutions pour améliorer l'efficacité de leurs activités.

- ***De finaliser le processus d'auto-évaluation de l'état de la mise en œuvre des obligations découlant de la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption***

Le MJ assurera l'arrivée à son terme du processus en cours de l'auto-évaluation de la mise en œuvre des obligations découlant de la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il s'investira, par la suite, dans la mise en œuvre des recommandations qui sanctionneront ledit processus.

Comme résultat aujourd'hui, nous avons eu les réalisations suivantes :

Grâce à l'appui technique et financier du PNUD, les assises des états généraux de la lutte contre la corruption ont été tenues et ont permis de

- (i) Poser le diagnostic sans complaisance sur l'état des lieux de la lutte contre la corruption en RDC,
- (ii) Identifier les réformes et les actions prioritaires à mener,
- (iii) Définir les modalités de mise en œuvre et les mécanismes de suivi desdites réformes et actions prioritaires,
- (iv) Élaborer la nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption 2022-2026. Le PNUD a assuré des appuis opérationnels, notamment à travers la dotation de véhicules et d'équipements informatiques, afin d'assurer son opérationnalisation et fonctionnement de l'APLC visant à prévenir, détecter et investiguer les dossiers de corruption

Indicateur produit 1.2.2 : Nombre d'organisations ou de réseaux de la société civile participant aux mécanismes de contrôle par les citoyens, de redevabilité et de transparence en matière de gestion des ressources naturelles.

Il s'agit d'identifier et de répertorier les ONG et réseaux de la société civile qui sont impliqués dans le contrôle citoyen, la redevabilité et la transparence dans la gestion des ressources naturelles

Le résultat réalisé en 2022, au niveau décentralisé, les institutions sont renforcées pour promouvoir la participation citoyenne, l'inclusion, la redevabilité et le bien-être des populations, notamment des femmes et des jeunes

Indicateur produit 1.3.1 : Pourcentage de procès ayant respecté pleinement les cinq principes fondamentaux d'un procès équitable.

Nous proposons que la valeur de la baseline et la valeur cible soient revues comme suit : baseline : 45% ; cible 75% pour tenir compte des résultats obtenus par le projet conjoint Tupinge Ubakaji

Amélioration de l'accès à la justice des groupes vulnérables à travers l'organisation des audiences foraines a permis de respecter pleinement les cinq principes fondamentaux d'un procès équitable organisé dans les différents TGI.

Indicateur produit 1.3.2 : Existence d'une gouvernance et d'un contrôle des institutions garantes de l'état de droit ayant fait l'objet de mesures de renforcement des capacités.

L'indicateur vise à montrer s'il existe une stratégie de poursuite des crimes internationaux au niveau national et provincial

Comme résultat, la collecte de données a été réalisée auprès des Institutions et Services publics et a permis d'identifier les points focaux auprès des Ministères, Institutions et Services publics et s'est achevée par l'organisation d'un atelier de validation des états des lieux de la mise en œuvre des actions, politiques et réformes du gouvernement.

Indicateur produit 1.4.1 : Nombre de plans de développement provinciaux et locaux qui intègrent les objectifs de développement durable.

L'indicateur précise le nombre de plans de développement provinciaux et locaux intégrant les ODD.

La cible est conforme aux réalités de besoins des ETD et au regard des expériences précédentes en matière de mise en place de plans de développement provinciaux et locaux qui intègrent les ODD notamment dans le cadre du CPD 2013-2019. Aussi avec le projet de 145 Territoires, la cible apparaît comme minimale. Au regard de cette considération, nous proposons une cible de 50.

Indicateur produit 1.4.2. : Existence de mécanismes de collecte et d'analyse de données fournissant des données désagrégées afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable : (a) méthodes conventionnelles de collecte de données (enquêtes, par exemple) ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui

(b) systèmes administratifs de ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui (c) nouvelles sources de données (méga-données, par exemple) ; Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui

Indicateur produit 2.1.1 : Nombre de micro-, petites et moyennes entreprises utilisant des plateformes de développement des fournisseurs pour créer des chaînes de valeur inclusives et durables.

Par rapport à la cible qui est de 1000 micro- petites et moyennes entreprises, la réalisation est de 54,30 %. Parmi les 543 micro-, petites et moyennes entreprises, 290 (soit 53,40 %) appartiennent aux ménages représentés par les femmes. La cible de 1 000 proposée initialement est trop minimaliste

Indicateur produit 2.1.2 : Pourcentage des producteurs agricoles locaux connectés aux marchés dans les zones cibles, (désagrégé par sexe et âge).

Cet indicateur mesure la proportion des producteurs qui procèdent à la commercialisation de leurs produits sur les marchés locaux. Cet indicateur vise à vérifier le mode de commercialisation des produits notamment l'utilisation des marchés.

Une à deux questions seront à cet effet introduites dans le questionnaire de l'enquête spécifique auprès des producteurs bénéficiant des appuis PNUD ou autres partenaires pour mesurer cet indicateur

80 % de 530 producteurs agricoles locaux sont connectés aux marchés dans les zones cibles, (dont 48,11 % parmi eux sont des femmes). Avec une seule année de réalisation la en voie d'être atteinte, la cible a été sous-estimée.

Indicateur produit 2.1.3 : Nombre de personnes (ventilé par sexe et par âge) exerçant des activités non-agricoles génératrices de revenus (résultant du développement technologique) dans les zones rurales cibles.

Cet indicateur qui est non cumulatif mesure le nombre de personnes appuyées depuis les renforcements de capacité jusqu'à l'appui financier pour le développement d'une activité de production non agricole génératrices de revenus, il est de 9 027 (somme de 2020, 2021 et 2022)

Cet indicateur est mobilisable à partir des sources de données existantes. Néanmoins, il est utile d'envisager une fiche de collecte pour le suivi du traitement des données issues des différents projets qui contribuent à cet indicateur.

Indicateur produit 2.1.4 : Nombre de localités disposant des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles (routes rurales, installations de stockage, entrepôts, capacités en matière d'énergies renouvelables, infrastructure informatique, etc.).

Cet indicateur mesure le nombre d'infrastructures mises en place dans le cadre de l'appui pour les chaînes de valeurs. Il s'agit des infrastructures d'appui à la dynamisation et à la facilitation de la production, de la commercialisation ou du transport des produits vers les

marchés. Les infrastructures visées sont les pistes rurales, les magasins de stockage, l'énergie ou d'autres types d'infrastructure.

Les 6 localités disposant des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles au Sud – Kivu sont : Uvira centre et Luvungi (Uvira) – Kamanyola (Walungu) - Mudaka (Kabare). Les 3 localités pour le Kasai sont : Katende, Bakuakabeyi et Bakua ndaye

Rappelons que les autres localités ne disposent pas des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles au Sud Kivu sont : – Kihumba (Idjwi) – Nyamasasa (Kalehe) et au Kasai central sont : Bakua Kanyinga1,

Indicateur produit 2.2.1 : Existence d'un cadre juridique et réglementaire sensible au genre opérationnel en matière d'exploitation minière artisanale.

Le projet qui avait déjà démarré depuis 2019 n'a pas encore mis sur pieds les activités en faveur des bénéficiaires

Indicateur produit 2.2.2: Nombre de coopératives ou d'associations de mineurs artisanaux (hommes et femmes) structurées et opérationnelles.

Le projet qui avait déjà démarré depuis 2019 n'a pas encore mis sur pieds les activités en faveur des bénéficiaires

Indicateur produit 2.2.3 : Nombre d'opportunité de moyens de subsistance créés pour augmenter l'autonomisation des femmes et des jeunes vulnérables et défavorisés dans le secteur minier.

Le projet qui avait déjà démarré depuis 2019 n'a pas encore mis sur pieds les activités en faveur des bénéficiaires

Indicateur produit 2.3.1 : Nombre et type de produits financiers mis sur le marché (désagrégé par produits financiers) destinés aux personnes en situation de pauvreté, aux femmes, aux jeunes et aux personnes vivant avec handicap.

Cet indicateur vise à identifier le nombre de produits financiers mis en place à l'endroit des femmes et des jeunes dans le cadre de l'inclusion financière. C'est ainsi 4 types de produits financiers ont été mis au marché qui sont

- Le Produit « Assujob ». ASSUJOB
- Produit « MPESA » pour l'épargne des jeunes.
- Le nouveau Produit « Crédit Solidaire UMOJA » et enfin,
- Le Nouveau **Produit « Plan Epargne Projet, PEP »** destiné aux jeunes détenteurs de petit projet bancable dans les milieux

Indicateur produit 2.3.2 : Nombre de personnes ayant accès à des services financiers, (désagrégé par sexe)

Cet indicateur vise à identifier le nombre d'acteurs (catégorisés par âge, sexe et groupe d'activités) bénéficiant des produits financiers mis en place. C'est ainsi 2 732 000 des clients dont 50,10 % de femmes ont été servi au cours des années 2020, 2021 et 2022. Rappelons que le pourcentage des clients féminins de toutes les structures partenaires s'est légèrement amélioré

Indicateur produit 2.4.1 : Nombre de microcentrales hydroélectriques construites / réhabilitées

Cet indicateur vise à identifier le nombre de microcentrales hydroélectriques construites ou réhabilitées avec l'appui partiel ou total du PNUD. Les trois micro - centrales hydroélectriques construites / réhabilitées sont :

- Construction de la microcentrale et du réseau électrique de Bitale au Sud-Kivu 85 kW
- Réhabilitation/Construction de la microcentrale et du réseau électrique de Masisi au Nord-Kivu 260 kW (en cours) ;
- Réhabilitation de la microcentrale hydroélectrique de Idjwi 65 kW

Indicateur produit 2.4.2 : Nombre des ménages ayant adopté des foyers et combustibles améliorés de cuisson.

Cet indicateur vise à identifier le nombre de ménages ayant adopté des foyers et combustibles améliorés de cuisson, il est cumulatif et présente les résultats cumulés de 3 ans en 2022 de 44771 ménages

Indicateur produit 2.4.3 : Nombre de ménages ayant accès aux énergies renouvelables dans les zones cibles.

Cet indicateur vise à identifier le nombre de ménages ayant accès à l'énergie renouvelable dans la zone d'intervention, il est cumulatif et présente les résultats cumulés de 3 ans en 2022 de 67 500 ménages

Rappelons que cet indicateur sera davantage étoffé avec le projet qui va commencer l'année prochaine.

Indicateur produit 2.5.1 : Nombre de modèles agricoles conciliant performance en rendement et viabilité environnementale.

Cet indicateur vise à identifier le nombre de modèles agricole conciliant performance agricole et viabilité environnementale

Sur 5 modèles, cet indicateur présente 3 modèles qui se basent sur les cultures pérennes notamment le cacao, le café et le palmier à huile.

Indicateur produit 2.5.2 : Existence d'un système national opérationnel d'inventaire des gaz à effet de serre opérationnel qui soit directement alimenté par les ministères cibles (par exemple, l'énergie, l'agriculture, la sylviculture, les transports, etc.).

Cet indicateur vise à indiquer l'existence d'un système national opérationnel d'inventaire des gaz à effet de serre qui soit alimenté directement par les ministères cibles autres que celui de l'environnement (énergie, agriculture, transport, etc.). Il faut répondre par oui ou par non en indiquant de façon précise les actions pertinentes réalisées dans la mise en place de ce dispositif

Il apparaît réellement que le système national opérationnel d'inventaire des gaz à effet de serre.

En RDC, l'inventaire de gaz à effet de serre est réalisé au niveau de la Direction de Développement Durable (DDD) qui travaille étroitement avec la Direction des Inventaires et Aménagement Forestier (DIAF)/MEDD pour le suivi des émissions issues du secteur forêt. Je vous prie de trouver en pièces-jointes la troisième communication nationale, le niveau de référence d'émissions et le document de CDN révisée. La révision a été faite sous la coordination du PNUD et ce document a déjà été soumis à la CCUCC (Convention changement climatique) en novembre 2021. Soulignons que le MNV actuel de la RDC concerne uniquement le secteur forêt. Nous travaillons avec une équipe de consultants pour l'étendre à d'autres secteurs de la CDN : agriculture, énergie et déchets.

Indicateur produit 3.1.1 : Politiques de développement fondées sur des données, programmes et institutions destinés à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les risques de conflits.

Cet indicateur vise à indiquer l'existence des données sur les plans et politiques de cohésion sociale et de prévention des conflits.

Le résultat c'est Oui car, les programmes et institutions destinés à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les risques de conflits. Bref, de façon précise ; les actions pertinentes réalisées dans la mise en place de ces dispositifs et mettent en relief les évidences (consolidation de la paix, Groupe de l'appui à la stabilisation, ...)

Indicateur produit 3.1.2 : Nombre de mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place et fonctionnels.

Cet indicateur vise à inventorier les mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place et fonctionnel. En termes de résultat : 5 mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place exécutés 19 fois (19 endroits) en 2020, 2021 et 2022

Indicateur produit 3.1.3 : Nombre d'emplois temporaires créés auprès des communautés dans les zones cibles.

Cet indicateur vise à comptabiliser le nombre d'emplois temporaires créés dans les zones objet de conflit.

Presque tous les projets ont contribué à cet indicateur, c'est ainsi le résultat de trois ans a atteint **19 792** emplois temporaires créés auprès des communautés dans les zones cibles.

Indicateur produit 3.1.4 : Nombre de jeunes à risque ayant la capacité d'être potentiellement recrutés dans les zones cibles.

Le nombre de jeunes dans les zones cibles susceptibles d'être potentiellement recrutés dans des groupes armés zones cible est de **10.310**

Indicateur produit 3.2.1 : Taux de réduction de nouveaux cas de VBG

Cet indicateur vise à apprécier la dynamique dans la survenance des cas de violences basées sur le genre (VBG).

Les données sont non disponibles pour cette période.

Cet indicateur reste tributaire des cas déclarés. Si le mécanisme de mobilisation sociale s'améliore, on peut avoir plus de cas déclarés ce qui pourrait induire à penser que le taux de réduction ne s'améliore pas. Il faut donc combiner l'interprétation de cet indicateur avec d'autres données de terrain plus qualitatif.

Indicateur produit 3.2.2 : Nombre de cas de VBG traités au niveau communautaire.

L'indicateur vise à apprécier le fonctionnement des mécanismes communautaires d'alerte, de prévention et de référencement à travers la proportion des cas de VSBG référés par la communauté

Le nombre de cas de VBG traités au niveau communautaire (pour les 3 années) est de **2467**.

Cet indicateur reste aussi tributaire des cas déclarés. Si le mécanisme de mobilisation sociale s'améliore, on peut avoir plus de cas déclarés.

Chapitre IV : Synthèse des constats et recommandations

Ce chapitre expose les principaux constats issus de la collecte et propose des recommandations subséquentes pour prendre en compte les limitations observées. Il est développé en deux sections (Principaux constats et recommandations).

Outcome I. Consolidation de la Paix et Renforcement de la Démocratie (CPRD).

La consolidation de la paix et le renforcement de la démocratie sous toutes ses formes est au cœur des interventions du PNUD aux côtés du Gouvernement de la RDC. C'est dans ce cadre que le PNUD a appuyé la mise sur pieds de mécanismes de collecte et d'analyse de données fournissant des données désagrégées afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Il faut signaler que les organes constitutionnels dotés de mécanismes de participation citoyenne, notamment pour les femmes et d'autres groupes marginalisés ainsi qu'un système de gouvernance et de contrôle des institutions garantes de l'état de droit ont été mis en place et ont fait l'objet de mesures de renforcement des capacités.

La question d'organisation des scrutins conformément aux standards démocratiques reste préoccupante à la veille de l'année électorale néanmoins, les institutions de 2019 continuent à recevoir l'appui

Sur le plan gouvernance, le PNUD a soutenu le renforcement des capacités des entités territoriales décentralisées fournissant des services essentiels de qualité aux populations à travers de plans de développement provinciaux et locaux qui intègrent les objectifs de développement à cela il faut y ajouter la contribution des organisations ou de réseaux de la société civile participant aux mécanismes de contrôle par les citoyens, de redevabilité et de transparence en matière de gestion des ressources naturelles pour appuyer l'opérationnalisation et faire le suivi.

Concernant la mise en place du système de sensibilisation, prévention et application des mesures de lutte contre la corruption afin de promouvoir la participation des citoyens, l'inclusion, la redevabilité et le bien-être des populations et avec l'appui du PNUD, la République Démocratique du Congo (RDC) a mis sur pieds des "mesures efficaces adoptées pour atténuer et résoudre les risques de corruption au niveau national et infranational". C'est dans ce cadre que le PNUD a assuré des appuis opérationnels, notamment à travers la dotation de véhicules et d'équipements informatiques, afin d'assurer son opérationnalisation et fonctionnement de l'APLC visant à prévenir, détecter et investiguer les dossiers de corruption.

Sur le plan juridique, on note l'amélioration de l'accès à la justice des groupes vulnérables à travers l'organisation des audiences foraines : c'est ainsi des procès ayant respecté pleinement les cinq principes fondamentaux d'un procès équitable ont été organisés.

Outcome II. Croissance Inclusive et Développement Durable

Dans le cadre de cet outcome, plusieurs résultats ont été atteints avec l'appui du PNUD. De façon essentielle, on peut noter que le PNUD a appuyé la mise en place d'un vaste programme de microfinance en réalisant un diagnostic du secteur de microfinance et en

facilitant l'accès des populations aux services financiers. En effet, la proportion des personnes ayant accès aux services financiers » qui a représenté 172,58 % par rapport à la cible de l'année 2022. Cette statistique concerne la population de plus de 15 ans ayant accès aux services financiers. Il faut signaler que la proportion des femmes ayant eu accès aux services financiers est de 49,61 % contre une cible de 50 %. Il y a un besoin croissant de travailler sur l'accès des femmes aux microcrédits bien que la cible prévue soit largement dépassée. Il faut signaler en outre que la cible était sous-estimée. Il en est de même des pauvres pour lesquels il a été observé que 17% des pauvres ont eu accès aux services financiers contre une cible de 10%. Si la cible a été atteinte pour les pauvres, le chemin à parcourir reste important pour couvrir l'ensemble des pauvres avec un taux de pauvreté multidimensionnelle de 74 % en 2019, 64 % en 2021 et de 51,30 % en 2022 en RDC. Au total 2 732 000 des personnes pauvres ont été servies en 2022.

La question de l'inclusion financière reste préoccupante et mérite l'attention du PNUD aux côtés des autres partenaires et du Gouvernement dans le cadre du nouveau programme. Dans le même sillage, un appui a été donné à plus de 2000 micro-entreprises dans le cadre du relèvement communautaire à travers l'appui aux chaînes de valeur.

Sur le plan socio-sanitaire lié au VIH, le PNUD a soutenu le renforcement des capacités sur la santé sexuelle et reproductive, le genre, les droits humains et le VIH, les messages de changement de comportement discriminatoire pour changer les attitudes discriminatoires envers les PVVIH, était passé auprès des autorités politico – administrative (bourgmestre, chef de quartiers et de rue et localité). Les acteurs de justice (magistrats avocats, leaders OSC, responsables programmes de santé, les hommes, femmes dans les communautés, ...dans les villes de Kinshasa, Kananga et Kalemie. Disons que 8 438 Populations Clés ont bénéficié d'un dépistage volontaire du VIH dans 3 Divisions Provinciales de la Santé, des dépistages ont été organisés au sein de ces différents groupes et des accompagnements ont été apportés par le PNUD dans le cadre du suivi juridique des cas de stigmatisation et de discrimination liée au VIH et aux violences sexuelles. Au total, il est loisible d'indiquer que les interventions du PNUD ont conduit dans ces villes à une meilleure prise de conscience en termes de prévention à VIH et les cas de stigmatisation et discrimination ont été découragés avec l'appui des instructions engagées et délibérées par les cliniques juridiques.

Concernant les changements climatiques, le PNUD s'est évertué à procéder depuis 2018 au lancement du Programme Intégré Oriental (Ituri, Tshopo et Bas-Uélé). La République Démocratique du Congo (RDC) s'est en effet engagée dans le processus de mise en œuvre du mécanisme de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière (REDD) avec la mise en place d'un Plan d'Investissement REDD+. Le Fonds National REDD (FONAREDD) a été mis en place pour appuyer l'opérationnalisation de ce plan d'investissement à travers la mobilisation des financements et le suivi de la mise en œuvre fiduciaire des projets liés à la REDD+.

L'année 2020 a été marqué par la poursuite des activités du PIREDD-Oriental [Programme Intégré REDD+-Oriental (PIREDD-O)] pour les 3 provinces qui ont accompli des progrès substantiels au cours de l'année 2020 en matière de gouvernance, de gestion du Programme, des ressources naturelles et en fin avec l'aménagement du territoire.

Outcome III. Stabilisation & Résilience

L'outcome 3 prend en compte divers aspects de la résilience et de la stabilisation en passant de leur mise en place et le renforcement de divers aspects de la stabilisation. Divers mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place sont fonctionnels.

Des avancées majeures en matière de mécanismes de dialogue et de gestion des conflits ont été notées avec l'appui en renforcement de capacités réalisées par le PNUD. La politique nationale de prévention et gestion des crises a été produite ainsi qu'une cartographie et un plan d'actions sur les risques et les menaces.

Retenons aussi dans le cadre de la résilience et de la stabilisation que 19 792 postes d'emplois temporaires ont été créés auprès des communautés dans les zones cibles.

Dans le contexte actuel de stabilisation au niveau de la RDC, la problématique de la résolution des conflits est la plus importante dans ce contexte. Politiques de développement fondées sur des données, programmes et institutions destinés à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les risques de conflits a été mise sur pieds. Une étude a été réalisée par le PNUD sur les obstacles à la réparation. Toutefois, avec l'appui et l'impulsion du PNUD (à travers le projet JAD) et d'autres partenaires, une loi établissant un fonds de réparation pour les victimes était déjà en discussion à l'Assemblée Nationale. Le projet PAJURR (Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction) qui avait été développé par le PNUD contient plusieurs activités sur la mise en place de mécanismes de réparations au niveau communautaire. Ce projet PAJURR visait à accompagner le processus d'une Commission Vérité & Réconciliation, les Comités Locaux de Paix et Développement ainsi que les mécanismes alternatifs de résolution de conflit. Il s'agissait par ce projet de renforcer la cohésion sociale à travers des structures à base communautaire capable de gérer, transformer et résoudre les conflits. Une attention particulière était portée à la participation des femmes au sein de ces mécanismes afin que certaines discriminations ne soient plus perpétuées.

Dans le cadre de la promotion et de la prise en compte de l'approche genre, le PNUD a renforcé les capacités des acteurs de l'administration et plus globalement le Gouvernement dans la prise en compte de l'aspect genre. Un programme de certification des administrations est soutenu par le PNUD pour distinguer les administrations qui observent la prise en compte de l'approche genre. Il faut noter en outre dans le cadre de la promotion de l'approche genre l'érection d'un Ministère en charge du genre et la mobilisation des femmes dans le cadre de l'inscription dans la liste électorale. Des efforts restent à consolider au niveau de la prise en compte genre notamment dans le leadership féminin, le cas le plus frappant reste le nombre de femmes dans des organes de décision (Parlement, Gouvernement, ...).

Recommandations

Les recommandations sont de deux natures : les recommandations générales et les recommandations spécifiques.

De façon général, les recommandations ci-après sont proposées :

- Mettre à disposition un dictionnaire (lexique) des indicateurs pour accompagner le dispositif de suivi du CPD : il est à remarquer que les difficultés enregistrées au niveau

de l'encodage des données du CPD sont dues essentiellement en raison de la non mise à disposition d'un dictionnaire des indicateurs. Il est donc impérieux qu'un atelier de renforcement de capacités des responsables de suivi-évaluation sur le lexique du CPD et le plan stratégique soit organisé pour leur permettre d'améliorer l'encodage des données (préciser la définition de façon explicite des indicateurs, le mode de calcul, les sources de données et les limites en matière d'interprétation).

- Mettre le CPD et le plan stratégique au centre des revues annuelles et la formulation de projets/programmes seule manière de contribuer à l'atteinte de leurs résultats des outcomes (effets), des outputs (produits) et pour une appropriation par l'ensemble des piliers du PNUD de ces deux documents ;
- Accroître des efforts pour promouvoir des secteurs du CPD et du plan stratégique qui sont faiblement appuyés (secteur minier et ressource naturelle, gestion de risque catastrophe...),
- Pour les deux instruments (CPD et plan stratégique) actualiser le plan de suivi évaluation du bureau pays en indiquant de façon explicite les responsabilités précises des acteurs au niveau des piliers et les liens fonctionnels avec l'UPAQ.

ANNEXES

- 1. Termes de références de la mission**
- 2. Liste des structures visitées et des personnes rencontrées,**
- 3. Fiches lexique des indicateurs (voir document annexe fiche lexique)**
- 4. Références bibliographiques et sites web consultés**

- **Annexe 1. Termes de références de la mission**

NOTICE DE SELECTION

Recrutement de deux consultant(e)s nationaux (les) pour la collecte de données sur les indicateurs du Programme Pays du PNUD RDC (2020, 2021, 2022) et sur les indicateurs du Plan Stratégique du PNUD (2022).

Référence du dossier : 477/IC-NAT/UPAQ/2022

Date : 06 octobre 2022

Pays : République Démocratique du Congo

Description de la mission : Deux consultant(e)s nationaux (les) pour la collecte de données sur les indicateurs du Programme Pays du PNUD RDC (2020, 2021, 2022) et sur les indicateurs du Plan Stratégique du PNUD (2022).

Niveau de poste et d'expérience : Consultance, nationale

Nature de la consultation : Substance

Durée de la mission : 32 jours ouvrables

Lieu d'affectation : Kinshasa, République Démocratique du Congo

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail : ic.soumission.cd@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier « 477/IC-NAT/UPAQ/2022– Deux consultant(e)s nationaux (les) pour la collecte de données sur les indicateurs du Programme Pays du PNUD RDC (2020, 2021, 2022) et sur les indicateurs du Plan Stratégique du PNUD (2022).

Veillez noter qu'il est obligatoire d'indiquer cette référence dans l'objet du message. Les propositions transmises sans indiquer la référence correcte du dossier pourraient ne pas être prises en compte.

Votre proposition devra être reçue au plus tard le 16 octobre 2022 à 12h heures de Kinshasa. Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.

N'hésitez pas à écrire à l'adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

Les candidates féminines techniquement qualifiées seront favorisées

1. Contexte

Le Bureau Pays du PNUD RDC a adopté, depuis décembre 2019, son Document de Programme Pays (CPD) couvrant la période 2020-2024, lequel est aligné sur le Plan-Cadre de Coopération de Nations Unies pour le Développement Durable (UNDSCF 2020-2024), sur le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) de la RDC et sur les Plans Stratégiques 2018- 2021 et 2022-2024 du PNUD.

Le CPD du PNUD RDC regorge trois Effets, **12** produits, et **41** indicateurs dont **08** du niveau effet et **33** du niveau produit. Chaque indicateur dispose de sa valeur de référence et des cibles pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 et 2024 (voir détails dans le fichier annexe).

Ces indicateurs nécessitent une collecte de données annuelle dans le but de déterminer annuellement, les progrès accomplis vers l'atteinte des résultats escomptés.

Par ailleurs, le PNUD au niveau global a adopté son Plan Stratégique 2022-2025 ; lequel est accompagné, pour besoin de suivi évaluation, d'un cadre intégré des résultats et des ressources (IRRF) qui comporte des outcomes (effets), des outputs (produits) et plusieurs d'indicateurs.

Le PNUD RDC a récemment effectué, conformément aux exigences du niveau global, l'exercice d'alignement de tous ses projets au Plan stratégique 2022-2024 du PNUD.

Cet exercice d'alignement a permis d'identifier un total de **74** indicateurs du Plan Stratégique 2022-2024 (IRRF) auxquels les projets en cours et futurs du PNUD RDC devront contribuer.

Pour chacun de ces **74** indicateurs du Plan Stratégique, la valeur de référence, les cibles 2022, 2023 et 2024 ont été définies et encodées dans la plateforme y dédiée (Quantum +).

Chaque année, le Bureau Pays du PNUD RDC se doit, de collecter les données sur les différents indicateurs du Plan Stratégique auxquels les projets du Bureau Pays contribuent afin de renseigner les progrès réalisés au titre de l'année considérée et la contribution du PNUD RDC aux résultats stratégiques du PNUD au niveau global.

En outre, le PNUD RDC étant à deux ans et demi de mise en œuvre de son Programme Pays (CPD), il envisage de mener, d'ici la fin de l'année 2022, une série d'activités prévues dans le Plan de Suivi Evaluation du Bureau Pays à savoir la revue à mi-parcours du CPD et l'évaluation à mi-parcours du CPD, la production du Rapport Annuel 2022 Orienté vers les Résultats (ROAR).

En outre, le Bureau Indépendant d'Evaluation du PNUD basé à New York conduira en 2023, une évaluation indépendante du Programme Pays du PNUD RDC.

Au regard de tout ce qui précède, le Bureau Pays du PNUD RDC envisage de recruter deux consultants nationaux devant collecter les données sur les indicateurs du CPD pour les années 2020, 2021 et 2022 et ceux du Plan Stratégique pour l'année 2022 (uniquement les indicateurs auxquels le Bureau Pays du PNUD RDC contribue).

2. Objectifs

L'objectif principal de la mission consiste à collecter les données sur les indicateurs du Programme Pays du PNUD RDC (2020, 2021, 2022) et sur les indicateurs du Plan Stratégique du PNUD (2022).

De manière spécifique :

Collecter les données sur les indicateurs du Programme Pays du PNUD RDC (niveaux effet et produit) pour les années 2020, 2021, 2022 ;

Collecter les sur les indicateurs du Plan Stratégique du PNUD auxquels le Bureau Pays contribue au titre de l'exercice 2022 ;

Préciser les sources de données pour chaque indicateur ;

Assurer la désagrégées de données par âge, genre, catégories spécifiques pour l'ensembles des indicateurs du CPD et du Plan stratégique dont les données seront collectées.

3. Résultats attendus

Les résultats attendus de ces missions sont les suivants :

De manière spécifique :

Les indicateurs du Programme Pays 2020-2024 du PNUD RDC (niveaux effet et produit) disposent des données de progrès pour les années 2020, 2021, 2022 ;

Les indicateurs du Plan Stratégique 2022-2024 du PNUD auxquels le Bureau Pays contribue disposent des données de progrès pour l'année 2022 ;

Les sources de données et la méthodologie de collecte sont précisées pour chaque indicateur renseigné.

Les données des indicateurs du CPD et du Plan stratégique sont désagrégées par âge, genre, catégories spécifiques,

4. Fonctions et responsabilités

Les deux consultant(e)s nationaux (les) travailleront sous la coordination générale du Coordonnateur de l'Unité Plaidoyer et Assurance Qualité (UPAQ) du PNUD et sous la supervision directe du Spécialiste en Suivi Evaluation du Bureau Pays du PNUD RDC. La mission bénéficiera de la collaboration de trois piliers programmatiques du PNUD et des autres entités de l'UPAQ (Genre, ...)

Ils (elles) auront pour taches de :

Soumettre la note méthodologique de la mission ;

Collecter les données sur les indicateurs du Programme Pays du PNUD RDC (niveaux effet et produit) pour les années 2020, 2021, 2022 et veiller à la désagrégation ;

Collecter, au titre de l'exercice 2022, les données sur les indicateurs du Plan Stratégique du PNUD auxquels le Bureau Pays contribue ;

Préciser les sources de données pour chaque indicateur ;

Élaborer le rapport final de la mission

5. Durée et champs de la mission du consultant

La mission des consultant(e)s se déroulera à Kinshasa pour une durée maximale de **32 jours ouvrables** y compris la phase de revue documentaire, de collecte des données, de restitution, de finalisation du rapport et de sa validation.

Les rôles et responsabilités clés dans le processus de collecte de données sont répartis comme suit :

a) Commanditaires de la collecte de données : le Senior Management du PNUD RDC dont le rôle consiste à : 1) fournir des conseils et orientations aux consultants ; 3) allouer les fonds et les ressources humaines nécessaires ; 4) être responsable et rendre compte de la qualité du processus et des produits de la collecte de données ; 5) recommander l'acceptation du rapport final du Groupe de référence.

b) Équipe de collecte de données : Les deux consultant(e)s nationaux (les) : soumettre l'approche méthodologique, effectuer la collecte de données, collecter et analyser les données, développer le projet de rapport, la présentation Power Point et le rapport final conformément aux termes de référence.

c) Équipe de gestion : la coordination générale du processus de collecte de données sera assurée par le Team Leader de l'Unité Plaidoyer et Assurance qualité (UPAQ) du PNUD RDC

Il reviendra au Team Leader notamment de: 1) gérer les arrangements contractuels, le budget et le personnel impliqués dans la collecte de données ; 2) fournir un appui en coordination au groupe de référence, au commissaire et à l'équipe de collecte de données; 3) fournir à l'équipe de collecte de données l'assistance administrative et les informations et données requises; 4) Analyser le document d'approche méthodologique et les rapports de collecte de données pour s'assurer que la version finale répond aux standards de qualité ;

d) Groupe de référence : les chargés de S&E des piliers programmatiques du PNUD, les analystes au programme, les Coordonnateur et Team Leader des piliers, les membres de l'UPAQ, les représentants des parties prenantes (partenaires nationaux, partenaires de mise en œuvre, donateurs, bénéficiaires locaux) pour appuyer la collecte des données requises et passer en revue le draft du rapport de collecte de données pour la garantie de la qualité.

6. Méthodologie de travail

Dans le cadre de cette opération de collecte de données, les consultant (e) s privilégieront davantage les sources de données secondaires.

La méthodologie détaillée sera développée par l'équipe des consultants et doit inclure des méthodes et outils innovants fiables.

A titre indicatif, la méthodologie précisera la manière opérationnelle et les séquences de la conduite de la collecte de données. Elle combinera des méthodes quantitative et qualitative et devra permettre d'analyser toutes les sources d'informations pertinentes.

La méthodologie devra comprendre les éléments de base suivants :

Revue documentaire : recours à la documentation existante notamment les rapports d'enquêtes nationales ; les rapports et études sectoriels (Profils de pauvreté et autres), les rapports narratifs des projets, les rapports d'évaluation finale des projets, les données des ROARs,

Autres approches :

La triangulation des données doit être effectuée pour assurer la validité interne et externe des informations collectées ;

Séances techniques de travail avec les Experts, Chefs des projets, Analystes au programme, Coordonnateurs, Team Leaders des piliers du programme pays ainsi qu'avec les partenaires nationaux impliqués dans la mise en œuvre des projets et programmes.

Les rencontres éventuelles avec les bénéficiaires

Une restitution sera faite en plénière avec l'équipe du programme ;

7. Livrables et tranches de paiement

N°	Livrables	Description	Echéance	Paiement
1	La Note méthodologique	Description de la démarche ou l'approche qui sera mise en œuvre pour réaliser les objectifs de la mission et les produits attendus.	Au plus tard 2 jours après la signature/ des contrats par les Consultant(e)s	30%
2	Le rapport intérimaire ou rapport à mi-parcours de la mission de collecte des données	Etat du déroulement de la mission retraçant les constats, les données ou informations importantes collectées, les principales recommandations, les contraintes et les difficultés rencontrées. Intégrations des observations et avis ou éventuelles réorientations de l'UPAQ.	25 jours après le démarrage de la mission	40%
3	Le rapport final du rapport de collecte de données	Enrichissement du rapport intérimaire de mission grâce aux commentaires et observations reçus du PNUD et des informations supplémentaires recueillies.	5 jours après avoir reçu le feedback et commentaires de l'UPAQ	30%

8. Compétences et qualifications requises

Education

Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 en Statistique, démographie, Développement, Economie ou tout autre domaine similaire

Expérience :

Expérience d'au moins 7 ans dans la collecte et analyse des données dans un domaine similaire ;

Avoir déjà réalisé une mission similaire avec le PNUD (un atout majeur)
Démontrer de bonnes qualités en réflexion stratégique de haut niveau et des compétences en politiques de développement ;
Avoir une expérience avérée en matière de planification stratégique ;
Maîtrise des thèmes transversaux tels la prise en compte du genre dans les programmes et projets ;
Une bonne connaissance du SNU et de ses procédures serait un atout
Excellent leadership et compétences managériales

Compétences

Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales de l'ONU ;
Favoriser la vision, la mission et les buts stratégiques du PNUD ;
Démontrer sa capacité à travailler sans faire de discrimination d'ordre culturelle, de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité sociopolitique ;
Démontrer de la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe et un esprit d'initiative développé.
Avoir une bonne capacité de rédaction en français et une bonne compréhension de l'anglais ;
Une bonne capacité d'utilisation des logiciels courants (MS Word, MS Excel, MS PowerPoint, Internet).

Langues Requisites :

Une excellente maîtrise de la langue française est exigée. Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé est un avantage.

9. Documents constitutifs de l'offre

Les consultant (e) s intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :

1. Proposition technique :

Note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature.
Brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagées.
Un CV actualisé, incluant les expériences passées dans des projets similaires, avec au moins trois références ainsi que les copies des diplômes et, si possible, les attestations de bonne fin d'exécution des missions similaires obtenues.

2. Lettre d'offre avec une proposition financière

La proposition financière doit indiquer :

(i) Le montant total/somme forfaitaire globale. Afin d'aider le PNUD RD Congo dans la comparaison des offres, chaque proposition financière comprendra une ventilation détaillée du montant forfaitaire, incluant : Les honoraires du (de la) consultant (e), les indemnités de communication,

10. Evaluation des offres

Evaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

Le marché sera attribué aux Consultant (e)s ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).

Les propositions techniques

Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

Critères d'évaluation	Points
Avoir un diplôme de niveau Bac+5 en Statistique, démographie, Développement, Economie ou tout autre domaine similaire	25
Avoir une expérience d'au moins 7 ans dans la collecte et analyse des données dans un domaine similaire ;	30
Avoir déjà réalisé une mission similaire avec le PNUD (un atout majeur)	25
Démontrer de bonnes qualités en réflexion stratégique de haut niveau et des compétences en politiques de développement	10
Une bonne connaissance du SNU et de ses procédures serait un atout	10
Total note proposition technique	100

Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.

Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.

Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$\text{Note financière A} = [(\text{Offre financière la moins disante}) / \text{Offre financière de A}] \times 30$$

Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.

Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l'évaluation technique seront considérés pour l'évaluation financière.

11. Autres information pertinentes

Le soumissionnaire retenu ayant 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu'un certificat d'aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis.

Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l'attribution du contrat).

- Annexe 2. Liste des structures visitées et des personnes rencontrées

Site	Institutions	Noms & Prénom	Titre/Qualité	Contact / Téléphone
UPAQ : Unité Plaidoyer et Assurance qualité				
Kinshasa	PNUD	Mr. Joseph OJI	Team Leader UPAQ	joseph.oji@undp.org
		Mr. Esaho Shungu Lolo	Spécialiste en S&E du Bureau Pays du PNUD RDC	lolo.esaho.shungu@undp.org
		Ms. Xaverine Kira	Analyste en Genre, du Bureau Pays du PNUD RDC	0997088575 xaverine.kira@undp.org
PILIER I : Consolidation de la paix et renforcement de la Démocratie				
Kinshasa	PNUD/ Equipe du Plier 1 Consolidation de la Paix et Renforcement de la Démocratie (CPRD).	Lucien TOULOU	Team Leader	Lucien.toulou@undp.org
		Anastasia Manzanga	Coordonnatrice Pilier 1.	anasthasie.manzanga@undp.org
		Lameck Kaniki	Expert en Suivi et Evaluation Pilier 1	lameck.kaniki@undp.org
		Cécile Pelo	Analyste en Suivi et Evaluation Pilier 1	cecile.pelo@undp.org
		Faria Matondo (a.i)	Chef du projet Résilience Com & Inondat Post-Covid (fonds supplémentaire japonais)	Faria.matondo@undp.org
		Barthelemy Bato	Chef du projet Local governance for Strengthen Women's and Youth Lead (Leadership)	Barthelemy.bato@undp.org
PILIER II : Croissance Inclusive et Développement Durable				
Kinshasa	PNUD Equipe du Pilier 2. Croissance Inclusive et Développement Durable	Joseph EZOUA	Team Leader	joseph.ezoua@undp.org
		Mrs. Nelly Kakolongo	Coordonnatrice Pilier 2.	nelly.konkolongo@undp.org
		Albert MONZONGO BONGO	Chef du projet ACTIF-inclusion financière	albert.bongo.monzongo@undp.org
		Georges BLOCK	Chef du programme VIH/Sida P	george.block@undp.org
		Philémon Balobwami	Analyste au Programme (support pour le projet)	philémonBalobwami@undp.org
		Yina Yun	Chef du projet Prévention et réponse holistique à la violence basée sur le genre pour la consolidation de la paix en RDC	yina.yun@undp.org
			Daniel Kasololo	Chef du projet Green Energy Post Covid.
		Julien TEMBEYAONE	Associé en S&E/Pilier 2	julien.tembeyaone@undp.org
		John Namegabe	Chef du projet Réponse à la relance économique et réduction de la pauvreté (RERP- Covid-19) au Sud Kivu	john.namegabe@undp.org
		NGORAN,Kouadio	Chef du projet Programme Energie FONAREDD	Ngoran.kuadio@undp.org

Site	Institutions	Noms & Prénom	Titre/Qualité	Contact / Téléphone
		Marie-Ange Kigeme	Chef du projet FONAREDD/PIREDD-Oriental	
PILIER III : Stabilisation & Résilience				
	PNUD Equipe du Pilier 3. Stabilisation & Résilience	François DUBOUISSON		jean-françois.dubuisson@undp.org
		Eric BIDORO	Analyste au Programme (support pour le projet)	eric.bidoro@undp.org
PARTENAIRES				
Kinshasa	Ministère du Plan	Dr Benoit MPEMBE	Point focal des questions de l'environnement	bmpembe@gmail.com 0999991097 ; 0840209670
		Ir Pascal KASULU LUSHIMBA	Point focal des questions de l'agriculture	0895598595 ; 0973838815 Praad06@gmail.com
Kinshasa	Ministère du Genre	Mr KANGI MUHA		0991642550
Kinshasa	Protection Civile	Jean KITAMBALA,	Directeur National de la Protection Civile	

- **Annexe 3 : Fiches lexique des indicateurs**

(Voir le document en annexe : fiches lexiques)

- **Annexe 4. Références bibliographiques et sites web consultés**

a) Références bibliographiques

- Serge DEVY & cie (Décembre 2021), Rapport final d'évaluation du projet ACTIF, rapport final, PNUD, Kinshasa, RDC
- Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE, Rapport final de l'évaluation finale du projet « Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction au Kasai Central (PAJURR-KC), Juillet 2021
- Raymond ONANA & Compagnie, Rapport final de l'évaluation externe du fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS),
- Ministère du Genre (2018), Plan d'action National de la mise en œuvre de la résolution 1325 du conseil de sécurité de nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité. IIème Génération 2019 -2022
- PNUD (2021 – 2022), Rapport sur le développement humain 2021 - 2022
- PNUD (2015), Document de projet, Partenariat pour la conservation de la biodiversité : financement durable des systèmes des aires protégées dans les pays du bassin du Congo, Kinshasa, RDC.
- PNUD (2020 - 2021), Rapport sur le développement humain,
- Rapport sur le développement humain 2021/2022 : Temps incertains, vies bouleversées : Façonner notre avenir dans un monde en mutation

b) Sites web consultés

VIH/Sida

http://www.unaids.org/sites/default/files/media/documents/DRC_2013-2014.pdf (Intégralité du rapport)

OCHA Populations Déplacées

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/dr-congo-2017-2019-humanitarian-response-plan-2018-update>

<https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/democratic-republic-congo>

<http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=statistical-capacity-indicators>

Développement humain

<https://reliefweb.int/report/world/le-rapport-sur-le-developpement-humain-2021-2022-temps-incertains-vies-bouleversees-faconner-notre-avenir-dans-un-monde-en-mutation-presentation>

<https://www.undp.org/fr/morocco/publications/rapport-sur-le-developpement-humain-2021-22>

